

L'ETAT VALAISAN

ESQUISSE D'UNE HISTOIRE POLITIQUE
DES ORIGINES AU MILIEU DU XIX^e SIÈCLE

PAR

WOLFGANG-AMÉDÉE LIEBESKIND

PROFESSEUR

A L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

AVANT-PROPOS

Les pages qu'on va lire sont une adaptation d'une série de conférences faites naguère (1958-1959) à Sion, à l'Université populaire du Valais.

Pour la présentation du sujet en forme d'une publication, j'avais à choisir entre deux voies :

ou en optant pour un traité s'adressant aux historiens, muni de tout l'appareil scientifique ;

ou en m'adressant à tous ceux qui s'intéressent au passé du Valais.

Je me suis enfin décidé pour la seconde solution croyant faire œuvre utile. En effet, de nos jours, l'intérêt pour l'histoire n'est plus l'apanage d'un groupe restreint, mais est répandu dans des milieux beaucoup plus larges qui demandent un récit fluide sans détails techniques. C'est à eux que je dédie cet ouvrage.

Le lecteur y trouvera une esquisse de l'histoire politique du Valais qui n'a pas encore été entreprise. Elle doit beaucoup aux chercheurs qui se sont penchés sur un ou plusieurs des multiples problèmes qui confèrent aux institutions valaisannes du passé une importance dépassant largement les frontières du canton.

Il me reste à espérer que cette vue d'ensemble puisse intéresser aussi bien les historiens chevronnés que tous les amis de l'histoire valaisanne.

W.-A. Liebeskind.

Cologny (Genève), Noël 1970.

LIVRE PREMIER

LES TEMPS ANCIENS

INTRODUCTION

Le passé du Valais peut être divisé en deux grandes périodes coïncidant à peu près avec les deux millénaires de l'ère chrétienne.

Le deuxième millénaire est celui où l'Etat valaisan commence d'abord à prendre forme pour évoluer ensuite sous des régimes différents. C'est cette période qui fera l'objet de nos investigations.

La première période qui va de la conquête romaine à la fin du Second royaume de Bourgogne est ce qu'on pourrait appeler la préhistoire de l'Etat valaisan. Donnons-lui un rapide coup d'œil pour faire quelques constatations utiles dans la suite.

Dès la conquête romaine, l'unité géographique a joué un rôle déterminant : jusqu'au IX^e siècle la vallée du Rhône a toujours été une unité administrative. Pendant cette période, cette entité territoriale a fait partie d'ensembles territoriaux et politiques plus vastes, sans se distinguer des autres parties de ces ensembles par un régime spécial.

CHAPITRE I

Romains, Burgondes et Francs

1. *L'époque romaine*

Sous l'Empire romain, la *Vallis Poenina* fait partie de provinces auxquelles elle est reliée par des hauts cols.

D'abord elle est incorporée dans la très grande province de Rhétie-Vindélicie-Vallis Poenina (du Léman au Danube). Déjà sous Claude (+ 54), Octodure devient un *forum* (municipalité) : c'est le début de la première romanisation importante de l'organisme celtique des quatre peuplades (*civitates*).

Dès la fin du II^e siècle, la *Vallis Poenina* est détachée de la Rhétie-Vindélicie et rattachée au sud-ouest à la nouvelle province des Alpes Atractaniennes et Pennines comprenant le Valais et les Alpes de la frontière italo-française d'aujourd'hui.

La grande réforme de Dioclétien et Constantin donne une organisation toute nouvelle à l'Empire. L'administration est rationalisée, les nouvelles provinces sont d'une même étendue et des unités administratives sont superposées aux provinces : l'Empire est divisé en quatre préfectures dont la Gaule ; la Gaule, en deux diocèses dont Vienne ; Vienne, en cinq provinces dont les Alpes Grées et Pennines : le Valais (*civitas Vallensis*) et la Tarentaise qui constituent le nord de l'ancienne province.

A cette époque, l'Eglise plaque son organisation sur celle de l'Empire.

Le diocèse d'Octodure coïncide avec la *Civitas Vallensium*, son évêque, quand il aura transféré son siège à Sion, deviendra au Moyen Age suffragant de la Tarentaise. Le diocèse ecclésiastique d'Octodure-Sion a gardé inaltérées jusqu'à nos jours les limites de la *Civitas Vallensium* romaine (jusqu'à Villeneuve).

2. Burgondes et Francs

Les grandes migrations constituent un tournant dans l'histoire européenne. À la suite de ces invasions une symbiose germano-latine sera le fait prédominant.

Le Valais est rattaché au royaume des Burgondes sans que ses limites soient modifiées. La *Civitas* devient un *pagus* (pays, *Gau*) : *pagus Vallensis*, dirigé maintenant par un comte barbare.

Mais nous ne connaissons pas les particularités de la situation du Valais à cette époque. L'influence burgonde ne doit cependant pas avoir été profonde. Les Burgondes ne se sont guère établis en Valais, ce qui exclut l'application du droit burgonde à une partie de ses habitants.

Après à peine un siècle d'existence, la Burgondie est annexée par la monarchie franque. Cette annexion n'entraîne pas de modification de structure ni d'affluence de nouveaux habitants.

Le *pagus* et le diocèse restent identiques quant à leur étendue. Le comte et l'évêque administrent, chacun dans son domaine, le même territoire. Nous aurons plus tard à nous occuper de la fameuse « Caroline », la prétendue donation du comté au siège de Sion par Charlemagne — disons pour l'instant qu'elle est inconcevable dans l'état des institutions de cette époque.

À la suite des partages, la monarchie franque se disloque. Avec toute la partie ouest de la Suisse actuelle, le Valais échoit au royaume de la Bourgogne transjurane, proclamé en 888 à Saint-Maurice et qui durera jusqu'en 1032.

CHAPITRE II

La féodalité

1. Aspect général

À partir de la fin de l'époque carolingienne, la société a évolué vers la féodalité. Ce régime est issu de la connexion entre un rapport de fidélité réciproque, établi par l'hommage entre le vassal et son seigneur, et un bénéfice : concession appelée désormais fief.

L'objet du fief n'est pas — comme on a dit — une terre ou un droit, mais un droit sur une chose : régulièrement sur une terre sur laquelle l'inféodé exerce une justice plus ou moins étendue avec les autres droits qui en forment le corollaire.

Féodalisation des offices

Or, les offices — nous dirions aujourd'hui fonctions publiques — n'échappent point à la féodalisation, et sont même son objet principal.

Le comte et les autres officiers publics ne sont plus nommés, mais inféodés. Ils ne sont donc plus simplement titulaires d'une fonction, mais ils ont le domaine utile du fief.

Depuis la fin de la monarchie franque, l'inféodé transmet son domaine à son ou ses héritiers. Ceux-ci ont depuis lors un droit acquis à être investis du fief à leur tour sans que le seigneur puisse refuser l'investiture.

Le fief étant ainsi devenu quasi-propriété de son titulaire, ses héritiers pourront ensuite le partager entre eux. En outre, le détenteur d'un fief peut en disposer par subinféodation, c'est-à-dire qu'il peut donner par inféodation une partie de ses domaines à un de ses propres vassaux — chose inconcevable quand il s'agit d'un office auquel on a été commis.

Il s'ensuit un morcellement à l'extrême des domaines de justice et d'administration. Mais gardons-nous de parler d'anarchie féodale en jugeant ce régime d'après les sources plus nombreuses de l'époque où il est en pleine dégénérescence. Il s'agit d'un système basé sur des conceptions fort éloignées des nôtres mais qui a sa propre logique. C'est à l'époque tardive, lorsqu'il est en déliquescence, que nous trouvons des situations ahurissantes. Par exemple, l'évêque de Sion et le comte de Savoie se prêtent mutuellement foi et hommage pour les fiefs que chacun d'eux tient de l'autre — l'évêque dans le Bas, le comte dans le Haut-Valais, chacun devenant ainsi en même temps seigneur et vassal de l'autre. En plus, le prélat prête hommage à un laïc !

Dislocation du « pagus »

Un des aspects les plus importants de la féodalité, c'est la dislocation partielle des comtés et la diminution de l'autorité du comte qui s'ensuit.

Dans le *pagus*, il n'y a donc plus seulement le comte et ses officiers subalternes gérant le comté au nom du roi.

A côté du comte, d'autres seigneurs tiennent leurs terres en fief avec des domaines plus ou moins étendus, en vertu d'une inféodation directe par le roi ou d'une subinféodation.

Par ces inféodations, les droits du comte ont été réduits et en bonne partie vidés de leur contenu. Il n'exerce plus aucune autorité sur les seigneurs qui sont au bénéfice d'un privilège d'immunité, car ils ont aussi reçu le ban du sang (la haute justice) ; sur les autres, son autorité est restreinte.

Chevalerie et roture

Cette évolution va de pair avec une transformation et un regroupement des classes sociales.

Cette transformation se fait en dehors de la vieille division en libres et non-libres. Autrefois, celle-ci avait été fondamentale : nobles ou simples hommes du commun, les libres constituaient le tribunal public auquel le serf n'avait pas d'accès ; seuls les libres, mais eux tous, portaient les armes.

Maintenant, une nouvelle classe a fait son apparition : la *chevalerie*. En latin médiéval, le chevalier s'appelle *miles*, ce qui indique qu'il exerce le métier des armes. Et parce qu'il fait le service d'ost, il est exempt du paiement de toute charge publique.

Un fossé profond s'est creusé entre lui et le roturier, paysan qui se penche sur la terre pour la labourer. Le mot *villanus*, synonyme de roturier et qui veut simplement dire villageois, dans sa forme française « vilain », prend un sens péjoratif dans la bouche du chevalier pour lequel seules la guerre et la chasse sont des occupations dignes d'un homme bien né. De plus en plus, il évite le tribunal public et plaide ses causes à la cour féodale de son suzerain.

Or, la composition de la chevalerie est complexe. Les nobles avaient une suite, une garde qui les suivait dans la guerre et vivait à leur cour : les *ministériaux*, c'est-à-dire hommes de service. Une partie d'entre eux avaient d'humbles origines, même non-libres (bien que d'un milieu différent des serfs de la glèbe).

Mais la vie à la suite de leur seigneur les assimile au milieu dans lequel ils vivent. Menant vie de chevaliers, ils finissent par se confondre dans une seule classe sociale avec les nobles de vieille souche. Ils se sentent et sont en effet bien au-dessus des vilains.

A l'autre bout de l'échelle sociale, un rapprochement s'est opéré entre les *paysans de condition libre et de condition servile*. Eux aussi vivent la même vie et tous paient des redevances périodiques.

Tous les libres paient les taxes publiques dont les nobles sont exemptés : ceux qui vivent sur leur propre terre (les alleux) ne paient que ces taxes ;

les censitaires, c'est-à-dire les colons paient en outre un cens annuel, qui est un fermage pour la terre qu'ils cultivent, mais qui n'est pas à eux ; les serfs ont des prestations à fournir en raison de leur condition.

Le servage a d'ailleurs une infinité de graduations et la distance entre un serf d'une des catégories supérieures et un libre censitaire n'est pas très grande, tout au moins en ce qui concerne leur situation économique.

2. La féodalité en Valais

Noblesse

Jusqu'au XIII^e siècle, la société valaisanne est féodale. Ici comme ailleurs, la noblesse de vieille souche et les ministériaux forment une seule classe : la chevalerie. Il semble ne pas y avoir eu de grands écarts de fortune entre les uns et les autres, les possibilités économiques limitées d'un pays de montagne les rapprochant.

Même les dynasties les plus importantes du Valais paraissent assez modestes comparées aux grands seigneurs des pays de plaine. Anciens nobles et anciens ministériaux finissent par se confondre à tel point dans une seule et même noblesse qu'on oublie leurs origines (ex. : les sires d'Anniviers). Les termes par lesquels nos textes les désignent : nobles, seigneurs, donzels, ne donnent aucune indication concernant leur origine.

Si donc la noblesse se présente largement homogène, elle n'est pas non plus séparée de la paysannerie par un fossé aussi large que celle des pays plats. Il était évidemment difficile de mener une vie de château fastueuse dans les montagnes du Valais — n'oublions pas que le fond de la vallée n'était cultivable que sur ses bords. Le train de vie de cette noblesse a dû être assez étriqué, les ruines des châteaux valaisans en témoignent.

Hobereaux

En outre ce fossé, déjà pas très profond, est comblé par l'existence d'un élément intermédiaire. C'est M. Peter von Roten qui a attiré l'attention sur un groupe d'hommes que les textes — tant allemands que latins — appellent *herre* ou *vrôn* (cf. *Fronleichnam*), mais jamais *dominus*. P. de Roten leur a donné le nom de *Dorfsadel*.

Ce groupe est à distance égale de la noblesse et de la roture. Ses membres se marient entre eux et ne contractent pas d'union avec les chevaliers. Ils se distinguent des roturiers par le fait que leurs terres ne sont pas grevées de prestations périodiques et qu'ils habitent dans des tours en maçonnerie.

Je tiens à signaler que, pour la première fois, nous touchons là à une des particularités de l'histoire valaisanne, au moins semble-t-il, jusqu'à plus ample informé, que c'en est une.

Paysans

Les conditions géographiques favorisent aussi le rapprochement entre paysans de condition différente. Bien davantage que les paysans des pays plats, ceux du Valais ont des problèmes à résoudre en commun : forêts, alpages, bisses. Rien d'étonnant donc qu'ici comme en Suisse centrale les prestations serviles se transforment : au lieu de grever la personne en vertu de son statut personnel, elles grèveront le fonds.

L'élément libre est d'ailleurs renforcé à cette époque par l'immigration alémanique dans le Haut-Valais, encore peu peuplé. Les migrations des Walser ne sont que la suite d'un mouvement qui a conduit ces populations d'abord de l'Oberland bernois dans le Valais, en amont de Loèche, d'où ils ont poussé au XV^e siècle jusqu'à la Raspille.

LIVRE DEUXIÈME

PATRIA VALLESII

CHAPITRE I

La naissance du territoire

1. *La donation de 999*

En 999, le roi Rodolphe III se trouve à Cudrefin (lac de Neuchâtel). La reine, le frère du roi qui est archevêque de Lyon, et l'évêque de Genève lui suggèrent de récompenser les bons et loyaux services de l'évêque Hugues de Sion. Le roi fait droit à cette demande en donnant à ce prélat le comté du Valais. Mais lisons le texte du diplôme royal :

« Voulant récompenser les services que Hugues, évêque de Sion, nous a fidèlement rendus en tout temps, nous avons donné à sainte Marie et à saint Théodule de Sion le comté du Valais dans sa totalité avec tous les droits et revenus qui sont légalement attachés au comté de l'Eglise en vertu de décrets anciens ou nouveaux, et cela dans la mesure où nos fidèles [vassaux] en ont reçu jusqu'à maintenant l'investiture par nous-même et notre père.

« Audit Hugues, évêque actuel du diocèse, nous avons donné pouvoir de le détenir et de le laisser à ses successeurs, en spécifiant toutefois qu'il n'a pas la faculté de l'aliéner de l'Eglise de Dieu et de sainte Marie. »

Traduisons en langage moderne :

Le comté du Valais est donné au siège épiscopal de Sion avec tous ses droits et revenus. L'évêque les reçoit pour lui et ses successeurs. Cette donation est inaliénable.

Quels sont donc le sens et la portée de cette donation ?

Depuis un certain temps déjà, des droits royaux et des revenus du fisc royal ont été donnés en fief aux évêques qui se succédaient sur le siège de Sion. Certaines de ces concessions peuvent d'ailleurs remonter jusqu'à Charlemagne, mais il est exclu qu'une donation comme celle de 999 ait été faite à cette époque déjà.

Or, il me semble résulter de notre texte que l'évêque et, probablement déjà, quelques-uns de ses prédécesseurs ont revêtu la dignité de comte. Je le déduis du terme *Ecclesie comitatus*, expression qui ne peut avoir qu'un sens : celui d'une connexion entre les dignités épiscopale et comtale.

Mais alors, ce diplôme royal n'est-il pas une simple confirmation de droits déjà acquis ? Je crois que non. Prenons le texte : les fidèles, c'est-à-dire les évêques, avaient été inféodés (*investiti fuerunt*) de ces droits, alors que maintenant le roi en fait don (*donavimus*) à l'Eglise de Sion. Ils deviennent donc sa propriété inaliénable. Par conséquent, il n'y aura plus d'investiture à chaque changement de vassal (évêque) ou seigneur (roi), car les droits tenus en fief deviennent des biens allodiaux, qui sont la propriété du siège épiscopal.

Le roi renonce donc à tous les droits qu'il avait inféodés auparavant aux évêques de Sion. Hugues les acquiert pour son siège en pleine propriété.

Toutefois, les droits des autres seigneurs qui avaient pu être inféodés de certains de ces droits dans le territoire du comté ne doivent pas avoir été affectés par cette donation. Nous ne savons rien de précis à ce sujet, mais le comte de Savoie commence à cette époque à acquérir des possessions en Valais.

D'après la teneur du diplôme, ne sont l'objet de la donation que les droits tenus en fief, déjà auparavant, par l'évêque de Sion. J'écarte donc l'hypothèse d'un abandon de la suzeraineté royale sur ces seigneurs en faveur de l'évêque.

Cette réserve faite, l'Eglise de Sion reçoit les droits royaux et les revenus du fisc royal dans tout le comté. L'ensemble de ces droits et revenus est désigné par le mot *regalia*, ou droits régaliens.

Ce sont, pour ne citer que les plus importantes : l'omnimode juridiction, y compris le ban du sang ; le droit de chancellerie (droit de dresser des actes authentiques, autrement dit : le notariat) ; la régale des voies de communication ; la perception des droits fiscaux de la couronne.

Ce comté est-il encore identique à l'ancien *pagus Vallensis* et au diocèse de Sion ?

Lors de la conquête de 1475, les Patriotes l'ont soutenu. La vérité historique est toutefois différente.

Si les limites du diocèse restent inchangées, celles du comté ont été modifiées à l'époque qui nous occupe.

Quant à la période à laquelle ce remaniement a eu lieu, Eggs suggère comme dates extrêmes les années 839 et 921 et pense qu'il a eu lieu autour de 888. J'irais même plus loin en proposant la date de 888 ou peu après, car cette réorganisation territoriale est probablement une suite de la création du royaume de Bourgogne. Il y a désormais deux comtés dans la vallée du Rhône : le Valais et le Chablais.

Le comté du Valais bourguignon ne s'étend plus jusqu'au Léman, mais seulement jusqu'à la Croix d'Ottans ou, plus exactement, jusqu'à la frontière actuelle des districts de Martigny et de Saint-Maurice.

C'est dans ces limites qu'il est donné à l'Eglise de Sion.

La partie de l'ancien *pagus*, sise en aval soit au nord-ouest de cette ligne, a été réunie aux territoires au sud du Léman pour former le comté du Chablais (*Caputlacense*, *Pennelucos*), la partie détachée du *pagus Vallensis* étant appelée le Vieux-Chablais.

Ce n'est qu'à posteriori que nous pouvons mesurer l'importance de la donation de 999. A son époque, elle n'était pas un événement unique et extraordinaire. Mais tandis qu'ailleurs des donations du même genre n'ont pas eu de conséquences tant soit peu appréciables, le diplôme de Cudrefin a eu une portée énorme pour l'évolution ultérieure du Valais, même s'il est tombé dans l'oubli chez les générations postérieures.

Tout le mouvement d'indépendance, la lutte contre la Savoie, l'Etat des VII Dizains qui a créé des institutions uniques en Europe et dans le monde, n'auraient jamais pris corps si l'évêque de Sion n'était pas devenu aussi comte, c'est-à-dire chef temporel. Le Valais ne serait devenu qu'une possession de plus de la maison de Savoie.

Voilà donc le statut acquis par le comté du Valais peu avant la fin de la Bourgogne transjurane. Trente-trois ans plus tard, à la mort de Rodolphe III, ce royaume sera réuni à l'Empire au sein duquel il prendra sa place à côté des royaumes d'Allemagne et d'Italie.

2. Droits régaliens et immédiateté

Revenons aux régales qui ont joué un rôle de premier plan dans toute l'histoire politique du Valais.

Etaient-elles comprises dans la donation de 999 ou bien le comte-évêque devait-il en recevoir l'investiture pour les exercer ?

Un texte de la fin du règne du dernier roi bourguignon et la situation telle qu'elle se présente plus d'un siècle plus tard nous montrent que les évêques n'ont pas reçu les régales en propriété, mais qu'ils les recevaient par inféodation.

En effet, en 1027, cinq ans avant sa mort, Rodolphe III accorde à Knud (Canut) le Grand, roi de Danemark et d'Angleterre, une exemption de tous les péages (droits de passage) pour les marchands et pèlerins anglais et danois se rendant à Rome et traversant les défilés et cols de son royaume. Or, leur route passe par le Mont-Joux et de ce fait par le comté qui, vingt-huit ans auparavant, avait été donné à l'Eglise de Sion. Nous voyons donc que le roi avait gardé le droit de disposer des droits régaliens.

Ensuite, plus d'un siècle plus tard, dans la deuxième moitié du XII^e siècle, nous trouvons deux textes dans lesquels il est question de l'investiture des régales à l'évêque de Sion.

Avouerie des Zaebringen

Venons-en maintenant à la situation politique telle qu'elle se présente cent trente ans après le rattachement de la Bourgogne transjurane au Saint-Empire.

En 1157, l'empereur Frédéric I^{er} Barberousse vient en Bourgogne pour rétablir l'autorité impériale et ramener les seigneurs à l'obéissance. Le royaume était tenu en fief par les ducs de Zaebringen, mais — dit la chronique de Saint-Blaise (Forêt-Noire) — il ne leur rapportait rien et leur dignité était purement honorifique. Les usurpations d'une noblesse quasi indépendante, dont nous avons de nombreuses preuves, l'avaient réduite à néant, vidée de son contenu.

L'empereur procède à un remaniement. Il reprend au duc ce fief qui ne représente plus rien pour celui-ci pour pouvoir ainsi prendre les mesures qu'il juge nécessaires. Tout en laissant ou donnant au duc Berthold IV le titre de recteur de Bourgogne (sorte de vice-royauté), il remplace le fief inconsistant par l'avouerie des trois évêchés de Lausanne, de Genève et de Sion avec l'investiture des régales.

Cette concession lui donne quelque chose de concret. L'avoué (*advocatus*) doit protéger une maison-Dieu et ses possessions. Mais il tire de cette tâche aussi de multiples avantages : l'avouerie renforce notamment sa puissance.

Toutefois, il n'exercera pas le droit de régale sinon pendant la vacance de tel ou tel siège. Il doit en effet en investir les chefs des trois évêchés.

L'évêque de Sion, qui est du nombre, en recevra donc l'investiture des mains du duc de Zaehringen, qui exerce les prérogatives de la couronne en Bourgogne.

Diplôme d'Henri VI

Une des maisons dont l'ascension avait été rapide à cette époque et qui avait agrandi ses possessions par tous les moyens, licites et illicites, était celle des comtes de Savoie.

Or, à la suite de son voyage en Bourgogne, l'empereur Frédéric Barberousse avait mis le comte Humbert III au ban de l'Empire et confisqué tous ses biens et droits allodiaux et féodaux. Il résulte d'un diplôme émanant de son successeur, le roi romain Henri VI, qui porte la date de 1189, que parmi les droits confisqués se trouvait également l'investiture de l'évêque de Sion avec les régales, cette investiture précisément que Frédéric I^{er} avait donnée au duc de Zaehringen.

Comment le comte était-il venu en possession de cette investiture ?

L'historien Hilaire Gay écrit que Berthold IV l'avait cédée à Humbert de Savoie. J'avoue que je ne vois pas très bien sur quoi il appuie cette affirmation. Probablement ne s'agit-il que d'une conjecture fondée sur la parenté existant entre les deux dynasties (ce qui ne les a d'ailleurs pas empêchées de croiser le fer). A défaut d'un texte attestant cette cession, je supposerais plutôt que Frédéric Barberousse avait donné à Berthold des droits usurpés par autrui, en l'espèce par la maison de Savoie et que celle-ci avait refusé de les restituer, une fois l'empereur parti. Je le crois d'autant plus que, déjà en 1040, un membre de cette maison, Aymon, avait été placé sur le siège de Saint-Théodule.

Or, c'est précisément le refus d'Humbert III de restituer ce qui ne lui appartenait pas de droit qui avait provoqué sa mise au ban de l'Empire. Il est donc fort possible que Berthold n'ait jamais exercé les droits sur les trois évêchés que l'empereur lui avait concédés.

Immédiateté

Thomas de Savoie, fils et successeur d'Humbert, ayant fait amende honorable, Henri VI lève le ban et rétablit le comte dans les droits confisqués à son père, mais exempte de la restitution les droits usurpés sur l'évêché de Sion.

Le diplôme de 1189 est très explicite à ce sujet : il spécifie par le menu que les évêques de Sion et leur Eglise appartiendront à tout jamais à la couronne impériale et qu'ils recevront l'investiture des régales des

main du roi. Et, séance tenante, celui-ci investit l'évêque et fixe une amende de 60 livres d'or pour toute atteinte à ses dispositions.

On sait que les empereurs s'appuyaient sur les évêques parce que ceux-ci ne faisaient pas de politique dynastique. Ils leur confiaient volontiers la garde des cols (Coire, Bressanone). Ce souci a-t-il joué un rôle dans notre cas ? On peut en douter car la route du Grand-Saint-Bernard échappait au contrôle de l'évêque. L'intérêt du chef de l'Empire pour l'Eglise de Sion n'en est que plus remarquable. Comme ce fut déjà le cas du rôle tenu par l'évêque Ermanfroid dans l'histoire de son siècle, ces préoccupations royales montrent que le Valais n'était pas un coin perdu, oublié par la politique des grands.

Prince d'Empire

L'évêque était donc devenu prince du Saint Empire romain, car, en même temps qu'il reprenait au comte de Savoie ce que celui-ci avait usurpé, le roi avait aussi enlevé l'investiture au duc de Zaehringen qui l'avait obtenue auparavant.

Reprise de l'investiture par le comte

Mais l'immédiateté d'Empire ne devait pas durer. Le pouvoir impérial n'avait pas la force pour la faire respecter. Le comte reprit donc l'investiture des régales et l'évêque eut beau invoquer la décision de 1189. Peut-être déjà Landri de Mont, successeur de Guillaume, en fut-il investi par lui.

Dans une transaction de 1224 entre Landri et Thomas de Savoie, il est question de l'investiture des régales par le comte pour laquelle l'évêque lui doit un plaît de 75 livres, comme d'une chose entendue. On y lit en outre que l'évêque lui doit le service d'ost dans son diocèse, ce qui indique une nette dépendance.

Ulrichen

Les historiens attribuent l'expédition du dernier duc de Zaehringen dans la vallée de Conches — qui se solda par une défaite subie à Ulrichen en 1213 — au désir de reprendre l'investiture de l'évêque qui avait été enlevée à son père.

Rien n'est cependant moins sûr. Ce n'est pas non plus une victoire des Conchards épris de liberté. La bannière épiscopale aurait flotté au-dessus des combattants — on aurait donc prévu cette attaque et pris des dispositions en haut lieu. Il n'est d'ailleurs pas exclu que le Valais épis-

copal ait combattu les Zaehringen comme allié du comte de Savoie qui, lui, avait effectivement l'investiture des régales qui lui est confirmée onze ans plus tard.

3. Terres savoyardes et épiscopales

L'avenir de la petite seigneurie ecclésiastique était donc loin d'être assuré. La protection de l'Empire n'était pas une garantie suffisante, l'autorité royale est lointaine et déclinera de plus en plus. Elle ne compense pas le dynamisme de la maison de Savoie qui a de puissants moyens pour agir dans ce cul-de-sac qu'est le comté du Valais.

Patiemment, les comtes de Savoie étendent leurs possessions, ici comme ailleurs. Ils acquièrent des terres et des droits à n'importe quel titre : des alleux, des fiefs, ainsi que l'avouerie de l'Abbaye de Saint-Maurice qui leur procure la disposition de ses terres. Ces agrandissements territoriaux servent leur politique de puissance.

Bas-Valais

Depuis le Chablais où ils détiennent les droits comtaux (ou land-graviaux), l'avance des acquisitions savoyardes se fait en direction des sources du Rhône.

Au XIV^e siècle, la région qui s'étend de la Croix d'Ottans jusqu'aux portes de Sierre est pour les deux tiers environ sous leur obédience, soit comme possession directe, soit comme terres de l'Abbaye de Saint-Maurice dont ils sont les avoués.

Les possessions de l'Eglise de Sion dans ces parages ne représentent qu'un tiers environ du total. Elles sont divisées en trois tronçons : Sion, Ardon-Chamoson et Martigny.

Les terres savoyardes et épiscopales sont d'ailleurs incroyablement enchevêtrées.

Haut-Valais

De Sierre en amont, le territoire de l'Eglise est presque compact, à l'exception des enclaves savoyardes de Mörel, donné en fief à l'évêque en 1224, et du château fort de Bas-Châtillon.

Mais le comte y tient trois fiefs de l'évêque : Saint-Nicolas, Zermatt (Praborgne-Chouson) et Binn (qui arrondit son alleu de Mörel).

En outre, les sires de la Tour, qui tiennent Lötschen et Eischoll en fief de l'évêque et Bas-Châtillon du comte dont ils sont les vassaux, ont partie liée avec celui-ci et renforcent sa position.

Massongex

Ajoutons que l'évêque possède en Chablais le petit territoire de Massongex comme propriété allodiale (et des terres au bord du Léman).

4. La formation des territoires

Les territoires et droits disparates que les seigneurs avaient rassemblés représentaient bien un potentiel plus ou moins important selon les cas, mais il manquait encore de cohésion. Une seigneurie acquise ici, une autre là, séparées souvent par des terres d'autres seigneurs ; des terres allodiales, d'autres tenues en fief, l'avouerie d'une seigneurie ecclésiastique, tout cela n'était encore qu'un simple agglomérat.

Il était dans la nature des choses que les seigneurs cherchent à unifier leurs terres et leurs droits. En s'ingéniant à y parvenir dans la mesure du possible, ils devaient d'ailleurs dépasser la féodalité et créer un ordre nouveau. Ils jetteront les bases de l'Etat moderne qui prendra forme dans les siècles à venir.

Mais ils ne renversent pas l'état de choses existant. Ils ne font pas une révolution mais donnent le départ à une évolution. Les principes du droit féodal, dégénéré au XIII^e siècle, ne seront pas ignorés d'eux, tout au contraire. Au début, les seigneurs qui ont les moyens de le faire ou qui sont servis par les circonstances, les appliqueront de manière à augmenter leurs droits et à évincer les petits feudataires.

Ils établissent ainsi entre les parties de cet ensemble hétéroclite un lien par des institutions communes et pas seulement en reliant leurs différentes possessions entre elles par des acquisitions nouvelles.

Deux nouveaux facteurs politiques naîtront de ce processus : *le Prince*, coordinateur de ses droits et possessions ; *le Pays*, unité nouvelle qui se substitue à l'amalgame précédent.

Action du Prince

Le Prince crée une administration centrale et gouverne tout son territoire selon les mêmes méthodes générales. Evidemment, ce n'est pas encore l'Etat tel qu'il sera organisé à l'époque de l'Absolutisme, mais c'est le début d'une évolution qui y aboutira.

D'abord le Prince inféode les nouvelles charges créées par lui à des vassaux, ensuite il remplace ceux-ci par des juristes, nommés par lui et révocables.

Cette réorganisation fait perdre toute importance au titre de possession : alleu, fief, etc. Le facteur qui désormais compte seul, c'est le pouvoir territorial exercé par le *dominus terrae*, le Prince. Dans la première moitié du XIII^e siècle, il est reconnu comme élément du droit constitutionnel de l'Empire. Lorsque, en 1356, par la Bulle d'Or, le pouvoir royal cède les régales aux *domini terrae*, l'exercice de la justice ne sera plus une concession royale : il leur appartient de plein droit.

Cette politique qui, avec le territoire, crée une unité nouvelle avec des divisions territoriales nouvelles à l'intérieur, fait naître, chez les sujets d'un même Prince, quelque chose qu'on pourrait presque appeler un sentiment national ou tout au moins une conscience commune. Le Pays, représentant l'ensemble des habitants, prend corps et, par sa diète ou ses états, devient l'interlocuteur du Prince.

La Savoie

Un des premiers princes du Saint-Empire qui réussit à constituer un territoire est le comte de Savoie.

A sa cour, les feudataires sont remplacés petit à petit par des administrateurs, juristes pour la plupart.

Le territoire est divisé en Pays (provinces), ayant un représentant du Prince à leur tête (bailli de Vaud, juge du Chablais).

Les Pays à leur tour sont subdivisés en mandements ou châtelainies.

Deux territoires

Ici comme ailleurs, les anciennes divisions ont perdu toute leur importance. Que par exemple Monthey et Saint-Maurice se trouvent dans le comté du Chablais, tandis que Saxon et Conthey sont situés dans celui du Valais, ne joue plus aucun rôle. Ce qui seul compte maintenant, c'est l'appartenance au territoire du comte ou de l'évêque.

L'autorité du comte s'étend sans solution de continuité du Léman à la Morge de Conthey, tout en englobant trois enclaves appartenant à l'Eglise de Sion.

La Morge est devenue la frontière de deux territoires (ou Etats) : la Savoie et le Pays du Valais.

CHAPITRE II

La transformation des offices

Comme seigneur temporel, l'évêque avait investi des vassaux avec les offices dépendant de lui. Leurs titulaires les transmettaient par voie de succession.

1. *Vidomne et majors*

L'évêque de Sion avait pour lieutenant temporel un *vidomne* dont l'office est typique pour les seigneuries ecclésiastiques. Bien que les documents nous fassent connaître un nombre considérable de vidomnes dans toutes les parties du Valais épiscopal, il y en avait probablement un seul au début, comme ce fut le cas ailleurs. Il exerçait les droits régaliens pour l'évêque — d'où son titre : *vicedominus* — et, parmi ceux-ci, notamment la justice temporelle qu'il administrait pendant certains mois de l'année, se rendant sur les lieux où les hommes s'assemblaient pour former le tribunal des libres.

Le vidomne demeurait à Sion. Quand les vidomnats se multiplièrent pour des raisons qui nous échappent — partage successoral, etc. — celui de Sion garda une importance plus grande que les autres.

Tous habitaient des châteaux dont celui de Sierre subsiste jusqu'à nos jours. Tous appartenaient à des familles nobles dont la puissance égalait celle de l'évêque ou la dépassait. Ainsi le vidomnat de Sion était détenu par les sires de Rarogne.

Les domaines de l'Eglise de Sion étaient gérés par des intendants nommés *majors* (d'où les noms de famille Mayor et Meier). Ils exerçaient aussi la basse justice dans les mois pendant lesquels le vidomne ne tenait pas son plait.

Ces majors étaient en partie des ministériaux de l'évêque et, comme

tels, ils font l'ascension sociale dont il a été question plus haut. Eux aussi deviennent des feudataires trop puissants pour rester de fidèles serviteurs de leur suzerain : les seigneurs de la Tour qui siègent précisément à la Majorie à Sion, les Blandrate à Viège, les Supersaxo à Naters et, probablement aussi, les sires d'Anniviers.

Prince et nobles

Dans ces circonstances, la création d'un territoire qu'il tiendrait en mains par des officiers publics — nobles ou non nobles, mais dépendant de lui — était donc une tâche excessivement ardue pour un seigneur ecclésiastique comme l'évêque de Sion.

Une maison comme les Savoie pouvait dominer sa noblesse lige et compter sur sa loyauté. L'évêque de Sion, lui, ne disposait pas d'une puissance qu'une dynastie avait patiemment accumulée au cours des générations.

Il avait un territoire petit et pauvre et la noblesse du Valais féodal, avec ses possessions dans le pays et au dehors, était aussi puissante que son suzerain et ne le craignait pas. Dans sa majorité, elle avait lié partie avec le comte de Savoie, car il était plus utile pour elle de servir un prince puissant qu'un petit seigneur ecclésiastique.

C'est grâce au Tiers ordre qui soutient sa politique que le Prince viendra à bout des résistances.

2. Les châtelains

Les vidomnats et majories avaient totalement perdu le caractère d'offices publics. Ils se transmettaient par succession, on se les partageait, ils furent vendus et achetés comme s'ils ne dépendaient pas de leur suzerain.

Ne pouvant se servir de la force que rarement, l'évêque devait souvent se montrer très diplomate pour « liquider » peu à peu les fiefs et les remplacer par des offices.

Pour l'organisation nouvelle, il s'inspire naturellement de l'exemple savoyard. A l'instar de son voisin, il nomme des châtelains.

A l'origine, le châtelain est — comme son nom l'indique — commandant d'un château fort. Les premiers châtelains épiscopaux se trouvent à Martigny (La Bâtiаз) et aux châteaux de Montorge et de la Soie, mais dans la suite le châtelain remplace le major. Ainsi, en 1385, l'évêque nomme son châtelain « pour la paroisse et le mandement de Naters et son ressort ou juridiction ».

L'acte de cette nomination est d'ailleurs si instructif que nous allons l'examiner brièvement.

Il émane de l'évêque Edouard de Savoie — évidemment bien placé par ses origines pour s'inspirer de l'exemple savoyard.

Cet évêque et comte installe un châtelain là où il y avait eu les majors de la maison de Supersaxo.

A l'office de châtelain il nomme un noble de la Tour, mais ne l'inféode pas. La nomination est faite à bien plaisir : *quamdiu nobis placuerit et nostrae fuerit voluntatis*. Le châtelain est donc un officier épiscopal révocable en tout temps qui n'a aucun droit à sa charge. Il jure de l'exercer fidèlement et donne tous ses biens en gage. Chaque année, il doit rendre compte de sa gestion et, tout noble qu'il est, il reçoit un salaire (le mot y est !).

Si nous ignorons comment la majorie de Naters a disparu, nous sommes documentés sur celle de Sion dont la suppression est un exemple intéressant de la transformation qui s'opérait au XIV^e siècle.

Cette majorie, qui avait perdu tout caractère d'office, avait passé, avec la main d'une de la Tour, à une autre maison. Elle revint à l'évêque plus d'un siècle plus tard, en 1373, non pas par le jeu des règles du droit féodal, mais par un achat en bonne et due forme de la part du suzerain !

Aussi celui-ci se garda-t-il de maintenir le fief. Il incorpora la majorie (c'est-à-dire ses revenus) à la mense épiscopale et fit exercer les fonctions jadis appartenant au major par un châtelain, nommé pour une année seulement.

C'est d'ailleurs à cette occasion qu'il alla s'installer dans le château de la Majorie qui devint ainsi sa résidence.

Aux endroits où l'office du major subsiste — par exemple à Loèche — il perd son caractère féodal.

L'évêque a donc soudé ses possessions non seulement par une cohésion territoriale relative, mais aussi par la création d'offices dépendant de lui.

3. Le bailli

Il couronna son œuvre par la création d'un office qui, dans les siècles à venir, allait connaître une importance toujours plus grande jusqu'à devenir la plus haute magistrature de l'Etat : celui du *Ballivus terrae Vallesii*. Le bailli fait son apparition vers 1275.

L'avoué avait été un protecteur imposé, le vidomnat avait été fractionné et avait perdu son caractère d'office. Le bailli est un officier de l'évêque.

Les Statuts de l'évêque Walter II Supersaxo, que j'ai édités en son temps, nous renseignent sur son office. Bien qu'ils soient de la même année que la bataille de la Planta, ces statuts reflètent une situation plus ancienne, car Walter II veut affirmer les droits épiscopaux contre les prétentions des Patriotes. On y lit :

« Lors de l'installation du bailli de la terre du Valais, après qu'il a prêté le serment habituel entre les mains de l'évêque de Sion, celui-ci met l'épée nue dans les mains du bailli élu. Il lui confie ainsi l'exercice du pouvoir temporel pour qu'il administre la justice temporelle, punisse les méchants, défende les bons, et protège l'Etat, l'Eglise et le Pays. »

CHAPITRE III

La Patria Vallesii et son Prince

1. *Le Pays du Valais*

Entre le XIII^e et le XIV^e siècle, contre vents et marées, dans des conditions particulièrement difficiles, naît ainsi la *Terra Vallesii* ou *Patria Vallesii* (*Landschaft Wallis*, Pays du Valais).

Cette nouvelle réalité est l'objet de la *potestas* du Prince qui l'a créée : l'évêque de Sion. Cette *potestas* n'est plus un pouvoir théorique, mais un pouvoir effectif : un *dominium terrae* (pouvoir territorial).

2. *Comte et préfet*

En 1323, un texte définit l'évêque de Sion comme prince et parle de sa principauté.

Au milieu du même siècle, l'évêque se donne le titre de comte et préfet du Valais. Il convient de dire deux mots sur la signification du deuxième terme dont l'importance a échappé à la plupart des historiens. Pourtant, ce n'est pas une simple clause de style.

Par ce terme, l'immédiateté de l'évêque de Sion est affirmée et exprimée dans la terminologie du Bas-Empire où les quatre préfets du prétoire étaient les dignitaires les plus haut placés, subordonnés seulement à l'empereur.

Il peut paraître étrange qu'on se soit servi d'un terme aussi désuet. Ce qui nous semble paradoxal ne l'était pas à cette époque, car il faut se rappeler qu'au XII^e siècle, le droit romain avait été redécouvert et était étudié dans le code de Justinien par les écoles des glossateurs et post-glossateurs.

Or, M. Sven Stelling-Michaud a établi récemment que, depuis le XII^e siècle, de nombreux Valaisans se sont rendus à l'Université de Bologne pour y étudier le droit romain. Ils en revinrent imprégnés des notions acquises et virent les problèmes juridiques de leur temps à travers les lunettes de romanistes. Et comme le Saint Empire romain se considérait comme le continuateur de l'ancien Empire des Césars, l'équation : « Préfet du Prétoire = Prince d'Empire jouissant de l'immédiateté » n'avait rien d'anormal à leurs yeux. En effet, le préambule des Statuts de 1475 se réfère expressément au *Corpus Juris Civilis* de Justinien.

Il a été dit auparavant que le Tiers ordre a permis à l'évêque de Sion de créer le Pays du Valais.

Le moment est donc venu de parler des Communes qui, à cette époque, font leur apparition dans l'histoire politique valaisanne et qui, dans la suite, deviendront le facteur principal dans l'histoire du Pays.

CHAPITRE IV

Les communes

1. *Le mouvement communal*

Pour la meilleure compréhension de ce qui va suivre, un mot sur le mouvement communal dans l'Europe du Moyen Age.

Autour de l'an 1000, le commerce renaît. On commence à produire non seulement pour la consommation locale, mais aussi pour l'exportation. De nouveaux groupes sociaux font leur apparition dans les agglomérations urbaines : les marchands et les artisans. Dans ce milieu — mais dans

d'autres aussi — se manifeste la tendance de s'associer entre gens qui ont des intérêts communs. C'est un phénomène horizontal, différent de la structure féodale où la verticale prédomine.

Depuis longtemps, certains groupements d'hommes existaient, bien avant la période féodale : le plait des hommes libres, les consortages. La féodalité y ajouta les cours féodales formées par les pairs, c'est-à-dire les vassaux d'un même seigneur. Mais il s'agissait là de groupes constitués indépendamment de la volonté de leurs membres.

Le mouvement communal par contre est né de la volonté consciente de conjuguer les efforts individuels pour la poursuite d'un but commun.

Le terme de « mouvement communal » demande quelques précisions.

A l'origine, le terme de « commune » (neutre !) indique simplement une société ayant un but commun quelconque. Cette communauté peut être constituée *ab nihilo* en tant que groupement entièrement nouveau, ou se greffer sur un organisme déjà existant, par exemple un consortage.

D'autre part, ces associations ont d'abord un caractère purement privé et n'exercent aucune fonction publique. Ce n'est que petit à petit qu'elles en acquièrent dans la mesure où le seigneur — ou les seigneurs — qui les détient, leur en concède une partie. Certaines communes se substituent dans la suite entièrement au seigneur, d'autres n'obtiennent qu'une autonomie plus ou moins large.

Les cités et bourgs sont un terrain particulièrement favorable pour l'éclosion d'une commune — à tel point que le terme de « bourgeois » prendra le sens de « communier ». A l'intérieur des remparts, le sentiment de solidarité est naturellement vif. Mais des circonstances analogues dans un milieu différent peuvent produire les mêmes effets : c'est le cas des vallées alpines où les montagnes font fonction de remparts et où la collaboration (consortage !) est imposée par la nature des choses.

2. Les communes du Valais

En Valais, la formation des communes se présente sous un jour très complexe.

Dans les vallées

Il y a d'abord le cas des groupements déjà existants sur lesquels la commune peut se greffer.

Dans les vallées comme à Conches, à Anniviers et ailleurs, les hommes se rencontrent au tribunal du seigneur justicier. Ils n'y viennent pas

seulement pour plaider leur cause ou pour assister aux débats, mais parce qu'ils constituent eux-mêmes le tribunal. On y discute aussi les droits du seigneur et ceux des hommes de la vallée : prestations et redevances de toutes sortes, droit d'usage dans les alpages, forêts, etc. Un esprit de solidarité se forme ainsi. Il est aussi favorisé par la paroisse qui est un trait d'union tout autant que la nature qui fait de la vallée une unité bien délimitée par les montagnes (vers le bas : montagne de Deisch, entrée très élevée des vallées latérales au-dessus de la vallée du Rhône).

L'usage en commun des pacages et forêts fait diminuer la différence entre libres et serfs. Ils discutent et décident leurs affaires en commun et, lorsque le seigneur féodal disparaît, il ne reste que l'allégeance au *princeps Patriae*.

Les charges auxquelles le seigneur avait nommé des hommes de la vallée seront désormais pourvues par élection à l'assemblée des communi-ers.

Dans la plaine du Rhône

Les localités dans la plaine du Rhône offrent un terrain vierge pour la naissance des communes.

Ce sont des bourgs fortifiés individualisés par leurs remparts comme les vallées le sont par les montagnes.

La collaboration qui s'établit entre des habitants d'une même bourgade n'a d'abord rien d'organique et est intermittente. Mais une organisation s'échafaude avec le temps, une *universitas* naît et acquerra une autonomie qui ne cesse de grandir. Elle remplacera les autorités sous lesquelles elle est placée, par sa propre autorité. Ainsi le châtelain (ou major là où il a subsisté) ne sera plus nommé par l'évêque, mais par la Commune.

L'étude de l'organisation communale première dans ces bourgs mérite d'ailleurs d'être faite. Elle a été entreprise il y a près de cinquante ans pour la ville de Sion par M. Henri Evéquoz (Dallèves). On sait que les privilèges de foire et de marché ont joué un rôle dans le développement de ces localités — comme d'ailleurs dans celles du Valais savoyard — mais cela ne nous renseigne pas sur le développement de l'organisation communale ni sur les influences qui l'ont inspirée. Je me propose d'ailleurs d'élucider ce problème et suis à peu près certain que j'y trouverai l'influence italienne.

Déjà le fait que nous rencontrons des bourgades avec un organisme communal dans lesquelles le commerce ne joue guère de rôle et qui ont un caractère nettement campagnard, rappelle l'Italie, car ce phénomène ne se rencontre guère ailleurs.

3. Les dizains

Jusqu'à présent, nous avons parlé des communes sans prononcer le terme de dizain, qui apparaît pour la première fois en 1320 et devient officiel en 1417.

Abordons cette question très controversée depuis plus d'un siècle.

Le terme lui-même : *desenus*, dizain, *Zenden*, ne donne aucune indication claire. Des raisons philologiques militent contre la thèse selon laquelle il s'agirait de districts pour la récolte de la dîme (*decima*, *Zehnt*). La thèse qui me semble la plus plausible est celle de feu le chanoine Julius Eggs : il s'agirait, selon lui, des dix anciennes terres dont se composait le patrimoine de l'Eglise de Sion. Trois se trouvant en dessous de la Morge, donc en dehors de la *Patria Vallesii*, il n'en restait que sept dans celle-ci. Ce sont ces VII Dizains du Pays du Valais qui seront un élément actif — et combien actif ! — de l'histoire valaisanne.

Dans un temps assez long, ces sept dizains, tous situés le long du Rhône, s'étendront sur tout le Pays au-dessus de la Morge, à l'exception de Lötschen et Bas-Châtillon dont je traiterai plus tard la situation spéciale.

Les vallées latérales restent plus longtemps sous l'autorité seigneuriale. De ce fait, elles feront partie du dizain « devant leur porte » seulement plus tard, lorsqu'elles seront dégagées de ces liens. Prenons à titre d'exemple le cas d'Anniviers.

Anniviers devient d'abord une « seigneurie libre » (Stumpf). Il adhèrera très tard au dizain de Sierre — la décision par laquelle la Diète admet cette incorporation est de 1565/66. Les Anniviards entrent dans le dizain de Sierre avant tout parce qu'ils veulent aussi être représentés à la Diète pour pouvoir participer aux affaires du Pays. Mais ils gardent jalousement une grande autonomie : les troupes anniviardes continuent à suivre leur propre bannière, non celle du dizain.

Le dizain devient donc un organisme plus vaste que la commune.

Les dizains se subdivisent en effet en tiers (Sion, Sierre, Rarogne), quarts (Viège), *Gumper* (Brigue) ou paroisses (Conches, où les deux paroisses-communes d'Ernen et de Münster s'unissent dans un dizain). Ces divisions représentent les stades de croissance du dizain (Anniviers par exemple est un tiers).

Mais il s'agit là d'un phénomène d'agglomération ; il y a, d'autre part, un fractionnement d'anciennes unités.

Des vallées comme Anniviers avaient été une seigneurie, une paroisse, un consortage. A la suite de l'accroissement de la population, des agglomérations villageoises diverses s'étaient formées. Chacune utilisait les pacages, forêts et alpages dans son voisinage et se donnait sa propre organisation communale à laquelle l'érection d'une nouvelle paroisse ou d'un rectorat faisait souvent pendant.

Le dizain devient donc un petit Etat décentralisé et, lorsque les dizains arracheront le pouvoir d'Etat à l'évêque, ce seront les communes des VII Dizains qui détiendront et exerceront en commun la souveraineté dans la *Patria Vallesii* et dans chaque dizain.

CHAPITRE V

L'Etat corporatif (Ständestaat)

1. *Prince et Pays*

A l'époque où l'évêque avait réussi à constituer un territoire : le Pays du Valais, nous avons trouvé le Prince et son alter ego temporel : le Bailli, et nous avons vu le Pays prendre conscience de lui-même.

Cette conscience trouve son expression dans un organe par lequel il engage le discours avec le prince : le Conseil général de la terre du Valais, le *Landrat* ou Diète.

Comme les Diètes de l'Empire et des territoires, comme les Etats de Savoie ou de France, comme les Cortès ibériques ou le Parlement anglais, ainsi la Diète valaisanne est issue de la cour féodale du Prince.

Celle-ci était composée des vassaux de l'évêque qui prenait en outre l'avis du Chapitre de Valère non seulement *in spiritualibus*. Lorsque les principes féodaux étaient à leur déclin, d'autres personnes telles que des citoyens de Sion et, fort probablement, des légistes de souche roturière, furent également consultées par le *dominus terrae*.

Le Conseil général perdait ainsi son caractère féodal et lorsque les communes apportèrent un concours précieux et effectif à leur Prince dans

ses luttes contre la Savoie et la noblesse rebelle, elles acquièrent non seulement sa reconnaissance, mais aussi le droit d'être consultées sur les affaires du Pays.

L'ancienne cour féodale se trouve ainsi transformée en la Diète d'un Etat corporatif. Elle est devenue l'organe par lequel les ordres du Pays discutent avec le Prince.

Ces trois ordres sont : la Noblesse (les nobles restés fidèles), le Clergé (le Chapitre de Valère), le Tiers état (les VII Dizains).

2. La montée des communes

Le Tiers ordre n'est pas représenté à la Diète en tant que classe sociale, comme ordre de la roture. Ce sont des collectivités organisées en communes qui forment un des ordres de la Diète et par là un des ordres du Pays.

Dans l'immense majorité des pays européens, le Tiers ordre est constitué par des communes citadines, autrement dit : les villes. Dans quelques rares pays tels que la Suède ou le Tyrol, les communautés paysannes (vallées du Tyrol) forment un ordre à part.

En Valais, l'ordre des roturiers est aussi constitué par des communes, mais les communes citadines : la ville de Sion, et paysannes : Conches, ne représentent pas des milieux sociaux entièrement différents.

Il n'y a pas de séparation nette entre communes citadines et communes campagnardes. Même les bourgeois de Sion ne sont pas une population avant tout commerçante et artisanale, et les habitants des bourgs en amont de Sion, encore moins. Il n'y a donc pas de séparation nette des milieux bourgeois et paysan.

Mais ce n'est pas là la seule particularité. Il y en a une autre, bien plus importante.

3. Disparition de la noblesse

Dans les luttes qui opposent la noblesse au Prince soutenu par l'élément populaire dont il a été question plus haut, la noblesse disparaît comme ordre.

Les nobles, surtout les ministériaux, qui n'ont pas quitté le pays — pensons à tous ceux qui ont soutenu l'évêque — s'intègrent dans le Tiers ordre.

Lors de mes recherches sur la noblesse valaisanne, j'ai été fort surpris par le nombre de familles de vieille noblesse médiévale qui avaient oublié leur sang bleu au point de se faire anoblir aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles par des princes étrangers.

Le cas le plus éloquent est celui des de Courten. Nobles et donzels depuis la fin du XIV^e siècle, ils prennent la particule seulement à partir de 1742, c'est-à-dire après que l'empereur Charles VII eut conféré le titre de comte à deux membres de cette famille, maréchaux de camp au service de France.

L'intégration est facilitée par l'existence d'une classe intermédiaire : cette « noblesse villageoise » dont il a été question plus haut.

Par la fusion de la noblesse villageoise et les transfuges de la société féodale avec les roturiers, une société nouvelle se forme. Les nobles intégrés dans cette société, sans privilèges de naissance, y jouent un rôle éminent, car, à côté de magistrats issus du peuple, nous en trouvons d'autres qui portent le nom d'anciennes familles féodales. Cette assimilation des nobles par la société nouvelle à la fin du Moyen Age valaisan a un pendant à notre époque où nous voyons des rois déchus prendre des emplois dans les entreprises commerciales.

4. Le Clergé, parent pauvre

Quant au clergé, nous avons déjà vu pourquoi il ne représente pas une force capable de contrebalancer celle des VII Dizains. Le Pays du Valais n'est qu'une partie d'un diocèse. En outre, le prince de ce Pays, c'est l'évêque du diocèse.

L'ordre du clergé est constitué, en tout et pour tout, par le Chapitre diocésain. Le profane voit en lui, inconsciemment, une prolongation du pouvoir du comte-évêque. En plus, les chanoines n'appartiennent pas à un milieu déterminé mais sont d'origines diverses.

L'influence effective du Chapitre n'est guère plus grande que s'il était un huitième dizain.

5. La victoire des dizains

A la suite de la disparition de la noblesse en tant qu'ordre, et du peu de poids que le clergé supérieur, trop peu nombreux, a dans les affaires du Pays, les Patriotes deviennent l'ordre unique.

Cela signifie que le Pays s'identifie à eux ; en d'autres termes, que les VII Dizains ont remplacé l'ancien ordre corporatif en face de l'évêque.

Arrivé à ce stade de son évolution politique, le Valais représente déjà un type unique en Europe. Il n'y a, en effet, qu'un seul pays à part le Valais, où un ordre élimine les autres : c'est la Pologne. Mais dans cet Etat, c'est la noblesse qui écarte le clergé et les villes.

LIVRE TROISIÈME

LA LUTTE POUR LA SOUVERAINETÉ

INTRODUCTION

Dans les combats avec la noblesse féodale, le Prince et les Patriotes avaient eu partie liée. La fin du conflit mit un terme à leur alliance et les plaça face à face. Une lutte pour la suprématie dans l'Etat éclata et devait se prolonger, avec des périodes d'accalmie, pendant deux siècles. Elle atteint ses points culminants une première fois entre 1446 et 1517 et une seconde fois entre 1613 et 1634. Chacune de ces périodes est précédée par un temps assez long pendant lequel l'orage se prépare.

CHAPITRE I

Des « Consuetudines » de 1435 au « Landrecht » du Cardinal

1. *Les « Consuetudines terrae Vallesii » et les Articles de Naters*

C'est en effet depuis 1435 que nous pouvons suivre pas à pas les péripéties de la lutte pour le pouvoir entre l'évêque et les dizains, car de cette année datent les premiers statuts sur l'organisation politique et judiciaire du Pays stipulés entre l'évêque et la Diète.

Ces statuts ne marquent toutefois pas le début d'une ère nouvelle. Ils nous montrent déjà une diète composée des délégués des dizains et des représentants du Chapitre et d'où l'ordre de la noblesse a disparu. Ils sont une convention entre le Prince et le Pays.

Je ne crois pas me tromper en affirmant qu'ils ont été établis à la demande des Patriotes, désireux de consolider les positions acquises par une reconnaissance de la part du Prince. Nous sommes donc en présence de la consécration officielle d'une évolution avenue et non d'un point de départ. Il me semble même que les Patriotes ont dû exercer une assez forte pression et qu'ils ont peut-être forcé la main à ce dernier évêque étranger (de Gualdo) et peu populaire pour l'amener à consentir la promulgation de ces statuts, car ils contiennent aussi plus d'une concession nouvelle.

La situation telle qu'elle résulte de ce document est la suivante :

1° Les décisions importantes concernant le gouvernement du Pays et la justice sont prises par l'évêque avec la diète.

2° Celle-ci intervient dans la nomination aux offices du Pays, même spirituels.

3° Les officiers publics locaux : juges, châtelains et sautiers ne sont plus nommés par l'évêque, mais élus par les dizains, respectivement les communes, et l'évêque est tenu de les confirmer.

L'histoire des Articles de Naters est trop connue pour que nous l'expliquions par le menu. L'évêque Guillaume III de Rarogne est assiégé dans son château de Naters et forcé *manu militari* de signer les fameux Articles, bien que le texte imposé au Prince parle des « humbles et dévotes supplications et requêtes » de ses sujets.

Après la signature, l'évêque fut mandé à Rome pour répondre à l'accusation d'avoir porté atteinte aux droits de son Eglise en signant ce document. Il se justifia en excipant de la contrainte. Il ne devait pas revoir sa patrie : au retour, il mourut à Pallanza.

A l'examen superficiel de ce texte, on est surpris que deux mille hommes aient pris les armes pour le faire signer par l'évêque. Car, dans sa majeure partie, il est une nouvelle rédaction de la coutume du Valais comprenant surtout des dispositions de droit civil et du droit des obligations, ainsi que d'autres qui touchent la procédure civile et criminelle. Et la réaction du Saint-Siège qui voit dans cette affaire un abandon de droits très grave n'est pas moins étonnante !

Le point crucial se trouve au premier des 110 articles. Sous peine d'une amende de 60 livres, il est interdit de citer, dans une cause temporelle, quelqu'un devant l'évêque, son juge général ou un quelconque juge ecclésiastique.

Ainsi, la justice, ce droit régalien essentiel, base de tous les autres, est enlevée au *dominus terrae*. Il n'est plus le justicier suprême au temporel et ne conserve que la juridiction ecclésiastique que les Patriotes ne pouvaient évidemment pas lui ôter.

D'autres dispositions encore diminuent d'ailleurs les prérogatives du prince.

Mais les chefs des Patriotes ont voulu faire œuvre entière. C'est pourquoi ils ont fixé l'ensemble de la coutume du Valais dans un texte rédigé sous leur dictée et approuvé de part et d'autre.

La Cour de Rome ayant jugé que les articles portaient atteinte aux droits de l'Eglise, le successeur de Guillaume de Rarogne, Henri Asperlin, n'accepta son élection qu'à la condition qu'ils fussent révoqués. Pour la première fois, la Caroline — cette prétendue donation de Charlemagne — est invoquée à cette occasion. La diète y consentit, de peur que le Saint-Siège ne nommât un administrateur étranger comme au temps d'André de Gualdo.

2. *Walter II Supersaxo*

Cette crainte montre à quel point une conscience nationale — employons ce terme un peu anachronique à défaut d'un meilleur — s'était développée chez les Patriotes. Depuis la deuxième partie du XII^e siècle, c'est-à-dire depuis que nous connaissons l'origine des évêques de Sion, il n'y avait eu que trois ressortissants de la *Patria Vallesii* contre dix-sept évêques étrangers ou d'origine inconnue. En 1451, les choses ont changé : l'élu du Chapitre doit être agréé par la Diète et celle-ci n'admet qu'un enfant du Pays.

On revient donc à la situation d'avant 1446. C'est elle que trouva Walter II Supersaxo (*Walter uf der Flüe*), un des personnages les plus marquants qui ait occupé le siège de Saint-Théodule.

Ce prince, sous le règne duquel le Bas-Valais fut conquis jusqu'à Massongex, se proposa de remonter le courant en rétablissant son Eglise dans ses anciens droits.

Il devait réussir sur le plan extérieur par cette conquête mais, à l'intérieur, ses projets ne se réalisèrent pas.

Nous pouvons nous faire une idée très exacte de ses intentions grâce aux *Statuta patriae Vallesii* qu'il a fait rédiger et qui ont été découverts par feu l'abbé Leo Meyer. Nous en avons déjà parlé brièvement à propos du titre « comte et préfet ».

A cette époque, les princes sollicitaient le droit romain pour y trouver les arguments qui leur permettaient d'augmenter leur pouvoir et de restreindre les droits acquis par les Etats. Ils s'engagèrent ainsi sur le chemin qui les mènera à l'instauration du pouvoir absolu.

Walter II n'essaie pas autre chose. Mais sa situation est précaire : ses prérogatives ont été rognées alors que celles des autres princes avaient augmenté. Le voisinage des Confédérés y était pour une part, mais surtout ceci : il n'avait pas affaire à une pluralité d'ordres, mais à un seul. Ainsi il ne put appliquer l'adage : *divide et impera*.

Les statuts de l'évêque Supersaxo montrent bien l'influence la plus forte que le droit romain et le droit canonique aient jamais exercée sur une rédaction des statuts du Valais. Mais Walter voulait opérer une restauration plutôt qu'innover.

La conquête du Bas-Valais devait bouleverser les plans de l'évêque. Son projet, mis au point probablement juste avant l'entrée en campagne, passait au second plan, car les problèmes posés par l'organisation du pays conquis absorbèrent tout le temps du prince aussi bien que de la Diète.

3. La Capitulation de Jodoc de Silenen et les Statuts de Pratigori

Sous l'épiscopat de Jodoc de Silenen, Valaisan par sa mère, la Diète, réunie à Brigue après la défaite de Crevola d'Ossola, présenta au comte-évêque une véritable capitulation.

Ce qui caractérise ce texte, c'est la séparation nette des droits spirituels et des droits temporels exercés par l'évêque, ceci dans le but de l'empêcher d'invoquer les droits de l'Eglise de Sion dans les affaires temporelles et pour bien préciser que toutes les décisions importantes en matière séculière — y compris la politique étrangère — devaient être prises avec le consentement de la Diète.

L'évêque apposa son sceau à ce document mais, instruit par l'expérience de Guillaume III, réserva expressément les libertés, privilèges et franchises du siège de Sion.

Cet épiscopat devait s'achever tragiquement. Jodoc s'était mis tout le monde à dos : le pape, l'empereur, Milan et les Confédérés aussi bien que ses propres sujets, pour avoir trop soigné les intérêts du roi de France.

En avril 1496, la mazze fut levée une nouvelle fois et la révolte populaire gronda. Sous la conduite de Georges Supersaxo, elle descendit la vallée et l'évêque obtint tout juste la permission de quitter le pays. Et le 19 avril, une véritable *landsgemeinde* en armes, réunie à Pratifori, vota de nouveaux statuts.

En bonne partie, ces statuts contiennent, eux aussi, des dispositions se rapportant à l'organisation judiciaire, au droit de succession et à des matières similaires, mais à côté d'elles encore d'autres relatives aux dépenses pour le pays sujet, l'élection des magistrats et diverses questions plutôt politiques.

Un article d'une grande portée illustre clairement la tendance de ce document : il fait de la Diète, présidée par le bailli — non par l'évêque —, la dernière instance d'appel. On revient donc, sous une forme différente, aux Articles de Naters. Un autre article interdit à l'évêque de résigner sans le consentement du Chapitre et des VII Dizains.

4. *Mathieu Schiner*

Ce n'est pas le lieu ici de traiter de l'avènement de Nicolas Schiner et de son neveu, le futur cardinal, ni de la place de premier plan que celui-ci a tenue dans la grande politique de son temps. Ce qui nous intéresse, c'est son rôle de comte et préfet du Valais.

Nous verrons plus tard ses idées au sujet du statut à accorder au Bas-Valais. Il aurait en outre voulu faire du Valais un canton de la Confédération. Mais toutes ces idées n'ont pas dépassé le stade de projets.

En revanche, il obtint à Rome la suppression de la suffragance de son diocèse envers l'archevêché de Tarentaise.

Une nouvelle rédaction des statuts, la plus importante jusqu'à cette date, connue sous le nom de *Landrecht* du cardinal, fut achevée et adoptée dans une atmosphère momentanément détendue. Le professeur Louis Carlen, qui lui a consacré une étude pénétrante, a établi, par des arguments irréfutables, qu'il a été promulgué en 1511.

Le cardinal y affirme décidément sa position de Prince : l'appel de ses jugements à la Diète a disparu et, à l'article 111, il est stipulé, en termes concis, que la diète se réunit en session ordinaire avant Noël, mais que le Prince peut la convoquer en session extraordinaire, tandis que le bailli peut le faire seulement si l'évêque est absent.

5. Le « *Landfrieden* » de 1517

Après la fuite du cardinal, en août 1517, les bannières des insurgés se rassemblèrent de nouveau à Pratofori et votèrent un *Landfrieden* (paix territoriale, soit édit de pacification) qui reprit au Prince les prérogatives que le *Landrecht* du cardinal lui avait reconnues.

Les dispositions les plus importantes sous l'angle constitutionnel concernent l'avènement d'un nouvel évêque. Il est statué qu'après le décès de l'évêque, le Chapitre et la Diète ont le pouvoir d'élire son successeur. Il s'agit là d'un droit bien établi, non d'une innovation, mais c'est la première fois qu'il est énoncé dans un document officiel.

Un autre article interdit à l'évêque de quitter le pays sans le consentement des dizains, et stipule que ceux-ci en éliront un autre s'il reste absent plus de six semaines et trois jours. Cette disposition est dirigée contre le cardinal qui vient de partir pour l'étranger, mais établit en même temps une règle générale, valable pour d'autres cas du même genre.

Finalement, l'article 34 prescrit que tout évêque nouvellement élu doit jurer qu'il observera le contenu de cet instrument. Ce serment fut effectivement exigé de Philippe de Platéa lors de son élection en 1522.

Dans les années qui suivirent, de nombreux décrets de la Diète donnèrent une validité indiscutable à ce *Landfrieden*, voté dans des circonstances révolutionnaires et dont la légalité était douteuse.

CHAPITRE II

L'enjeu de la lutte pour le pouvoir

1. *Caractères communs des statuts*

Si nous prenons ces textes dans leur ensemble, nous constatons qu'en grande partie leurs dispositions ont trait à des questions de procédure, de droit successoral et à d'autres matières qui n'ont rien à faire avec l'organisation politique. Le nombre des articles relatifs à cette dernière est relativement peu élevé.

Comment alors ce déchaînement des passions s'explique-t-il ? Pourquoi deux mille Patriotes assiègent-ils l'évêque à Naters pour lui arracher la signature des articles rédigés par leurs chefs et pourquoi est-il appelé à Rome pour avoir cédé les droits de son Eglise ?

Ou encore : pourquoi, dans une situation dramatique comme celle qui avait amené le départ du cardinal, les insurgés votent-ils un texte dans lequel, sur 39 articles, il y en a 16 qui concernent la procédure civile ou le droit de succession — pour ne mentionner que les matières les plus développées ?

Pour trouver l'explication de ce fait qui frappe de prime abord, il faut peser les articles et non pas les compter. Ces différents statuts reflètent la lutte pour la suprématie. Le siècle qui s'est écoulé entre les statuts de 1435 et le *Landfrieden* de 1517 est une période pendant laquelle les dizains et le prince affrontent leurs thèses pour l'hégémonie dans l'Etat : l'évêque veut garder les droits régaliens ou les récupérer (Walter II, le cardinal) ; les Patriotes veulent consolider ce qu'ils ont acquis et obtenir de nouveaux droits.

Dans cette lutte, les notions nouvelles du droit public de cette époque n'ont pas encore pénétré en Valais. Des deux côtés, on opère encore avec les concepts médiévaux. L'enjeu, ce sont encore les droits régaliens dont l'aspect le plus important est la justice. En examinant de près les dispositions relatives à la procédure et à l'organisation judiciaire, on trouve que les attributions du fiscal épiscopal y tiennent une place importante. Il en est de même des successions où les droits du prince à l'héritage des prêtres, des étrangers et des bâtards — droits régaliens — sont minutieusement fixés. En limitant ces droits, on limite la *potestas* du Prince.

Ainsi donc, à cette époque, il n'y a pas de lois spéciales pour telle ou telle matière. La coutume du Valais est un tout. Toutes les règles de droit y sont contenues. Lorsqu'on fixe par écrit des points de droit constitutionnel dans cette lutte pour le pouvoir, on établit un nouveau texte de la Coutume qui les contient.

2. La faiblesse de la position du Prince

Dans cette lutte, l'évêque est sur la défensive. Tout au plus essaie-t-il de reprendre des positions perdues. C'est surprenant à un moment où, partout ailleurs, les princes sont à l'attaque pour installer leur pouvoir absolu.

A l'instar des autres princes, Walter II aussi s'était servi du droit romain pour étayer sa position, mais les circonstances dans son pays lui étaient contraires. Il avait en face de lui les Patriotes, seuls survivants de l'époque à laquelle ils l'avaient aidé à vaincre la noblesse et qui, ensuite, d'anciens alliés s'étaient mués en adversaires.

D'autre part, leur double qualité de princes de l'Eglise et de princes temporels prêtait le flanc à des attaques contre le pouvoir des évêques. C'était une source de controverses : comme princes temporels, les évêques étaient obligés de composer avec leurs sujets ; mais, le comté ayant été donné au siège de Saint-Théodule, Rome considérait le pouvoir temporel des évêques de Sion comme faisant partie du patrimoine de leur Eglise.

Prenons un exemple qui montre à quel point les droits des deux pouvoirs étaient imbriqués l'un dans l'autre : lorsque le cardinal demande et obtient, à Rome, la suppression du recours à l'archevêque de Tarentaise, il motive sa demande en alléguant que l'archevêque prétend également juger en appel les affaires temporelles.

L'évêque et les Patriotes partent de prémisses totalement différentes. Les Patriotes ont pour eux la force des réalités politiques, tandis que l'évêque défend des droits en partie dépassés par l'évolution et contestés par ses adversaires.

De son côté, l'ingérence étrangère a contribué à exacerber la lutte. A l'époque des guerres d'Italie, le Valais est un véritable carrefour d'influences dans la lutte pour le duché de Milan : les Confédérés et l'empereur d'une part, le roi de France d'autre part, cherchent à mettre le Pays dans leur jeu et usent de tous les moyens pour soutenir leurs partisans valaisans.

Le Valais de ce temps-là se trouvait dans un état de fermentation continuelle, pareil à celui des III Liges lors des troubles grisons pendant la guerre de Trente Ans et pour les mêmes raisons de politique internationale. Ce qui a puissamment servi les Patriotes contre plusieurs de leurs évêques, c'est d'être conduits par un homme d'une envergure peu commune, un vrai condottiere de la Renaissance avec tout le génie et les défauts d'un tel — j'ai nommé Georges Supersaxo.

Rien ne peint mieux les tribulations des évêques qui se sont succédé à cette époque que les griefs formulés par le cardinal que le *Landfrieden* cite dans les termes suivants :

« Pour commencer, le cardinal s'est plaint que, depuis cent ou deux cents ans, nos ancêtres ont usé de rudesse et de violence, qu'ils n'ont jamais supporté aucun évêque, mais l'ont brutalement assailli, voire assommé avec la mazze, qu'ils ont même étranglé, poignardé et défénestré quelques-uns, et qu'il n'était donc point surpris qu'on se comportât envers lui de la sorte. »

3. De quel côté était le bon droit ?

Cependant, nous devons juger ces événements *sine ira et studio* et les considérer comme des faits historiques appartenant à une époque où le problème des rapports entre l'Eglise et l'Etat se posait tout autrement que de nos jours.

Les chanoines Grenat et Eggs ont cru devoir défendre la position des évêques d'alors et condamner celle des Patriotes. Je pense toutefois que ce n'est pas faire preuve d'anticléricalisme que d'affirmer, à plusieurs siècles de distance, que le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel étaient si inextricablement entremêlés qu'on pouvait leur donner une interprétation divergente et que chaque partie cherchait à les interpréter en se servant de tous les moyens, qu'ils fussent bons ou mauvais.

CHAPITRE III

La conquête du Bas-Valais Le statut des territoires sujets

1. La conquête du Bas-Valais

En 1475/76, la première conquête porta les frontières valaisannes jusqu'à Massongex.

Quand, en 1536, Bernois et Fribourgeois s'emparèrent du Pays de Vaud, les Valaisans entrèrent aussi en campagne et occupèrent la région entre Massongex et la Dranse de Thonon, avec la vallée d'Abondance. La Dranse devint la limite entre le Valais et les Etats de Berne, car l'élan des Bernois les avait fait dépasser le Pays de Vaud et ils s'étaient annexés en outre le Pays de Gex, le Genevois (sauf le territoire de l'Etat de Genève) et la rive sud du Léman à l'ouest de la Dranse.

Les Valaisans avaient ainsi mis sous leur domination tout le diocèse de Sion, sauf la châtellenie d'Aigle échue aux Bernois en 1475. De plus, ils avaient annexé une partie du Chablais qui n'en faisait pas partie et relevait du diocèse de Genève.

De la deuxième conquête, les Valaisans ne gardèrent finalement que ce qui était du diocèse de Sion. En 1569, après que les Bernois eurent

restitué au duc de Savoie toutes les terres occupées en dehors du Pays de Vaud, les Valaisans lui rendirent la partie qui était en dehors des limites du diocèse.

2. *Le patrimoine de Saint-Théodule*

Pourquoi donc insistons-nous sur les divisions ecclésiastiques au lieu de dire que les Valaisans ont rendu au duc le mandement d'Evian tout en conservant celui de Monthey ?

C'est qu'en refaisant l'unité politique de la vallée du Rhône — à l'exception de la châteltenie d'Aigle que les Bernois tenaient solidement —, ils ont opéré avec la notion du « patrimoine de Saint-Théodule » et qu'ils appelèrent leurs milices, artisans de la conquête, la milice de Saint-Théodule.

Cette notion du patrimoine de Saint-Théodule, par laquelle on motive l'incorporation du Bas-Valais et qui sert à donner une base légale à celle-ci, est tirée de la fameuse Caroline que nous avons déjà rencontrée à plusieurs reprises, car la donation de 999 ne concernait que le comté au-dessus de la Croix d'Ottans.

3. *La Caroline*

Qu'est donc cette Caroline autour de laquelle il y eut des discussions pendant deux siècles ?

Point n'est besoin de dire qu'il n'existe aucun diplôme royal authentique. En revanche, il existe deux légendes : une du XII^e siècle qui conte la vie de saint Théodule, et une autre, de Charlemagne, de date et d'auteur inconnus.

Toutes les deux relatent la donation du comté au siège de Sion, comté qui, à l'époque carolingienne, coïncidait avec le diocèse.

Nous avons déjà vu précédemment que tout n'est pas nécessairement un produit de l'imagination et qu'il y a probablement un fonds historique. Toutefois, la légende l'a rendu méconnaissable. Ecrivant plusieurs siècles après ces événements, les deux auteurs ont dépeint saint Théodule et l'empereur comme des personnages de leur temps. D'ailleurs, ils n'ont pas rédigé un traité de droit constitutionnel de la monarchie franque, mais écrit une légende, autrement dit une vie de saint pour l'édification de leurs lecteurs. Rien d'étonnant donc que leurs ouvrages soient une source historique plus que douteuse !

Les Valaisans d'alors avaient déjà des doutes sérieux sur l'authenticité de cette donation.

Quand Henri Asperlin, nouvellement élu, invoque la Caroline pour faire abroger les Articles de Naters, les Patriotes acquiescèrent pour des raisons d'opportunité et non parce que l'argument les convainquit.

En 1475 et en 1536, ils s'en servent eux-mêmes — sans trop y croire. Elle leur fournit le titre légal pour l'incorporation des territoires conquis, tout en les laissant quittes, plus tard, de la répudier de nouveau dans leurs futurs démêlés avec l'évêque.

4. *Le statut du Bas-Valais*

Dès la conquête, le statut du nouveau territoire fut établi.

Puisque les conquérants affirmèrent avoir repris ce qui appartenait de droit au patrimoine de l'Eglise de Sion, on pourrait penser que les habitants du Bas-Valais, délivrés par eux, eussent dû bénéficier du même régime que les VII Dizains, ou tout au moins que ceux des anciennes terres épiscopales (Ardon-Chamoson, Martigny, Massongex).

Entre les deux conquêtes, le cardinal Schiner avait en effet conçu le projet de faire du territoire recouvré en 1475/76 deux dizains, mais ce projet n'eut pas d'exécution car, si le « patrimoine » était un bon argument contre le duc de Savoie, les Patriotes n'eurent aucune envie d'en tirer des conclusions favorables aux populations conquises.

Les VII Dizains argumentèrent en effet comme les Confédérés, en faisant leurs les théories de ceux-ci.

Or, les Suisses avaient développé une thèse d'après laquelle la liberté se conquiert *jure gladii* (par droit de guerre).

Cette théorie avait deux aspects : par rapport aux Confédérés eux-mêmes, elle signifiait l'acquisition de la souveraineté par la défaite infligée à qui avait tenu des droits de suzeraineté sur eux ; quant aux territoires conquis, elle leur permettait de les transformer en bailliages sujets dans lesquels ils exerçaient la souveraineté à l'instar des princes.

Les populations qui ne s'étaient pas elles-mêmes « placées en liberté » (selon un terme qu'on relève dans un *Abscheid* de la Diète du Valais) ne firent que changer de maître et n'eurent aucun droit de participer à l'exercice de la souveraineté que les Confédérés avaient conquise à la pointe de l'épée.

Les Valaisans adoptèrent donc cette théorie. Les populations annexées durent, tout en appartenant au patrimoine de Saint-Théodule, leur jurer fidélité et obéissance, et devinrent sujets de l'évêque et des VII Dizains qui succédèrent dans les droits du duc.

La division du pays sujet en deux mandements : Saint-Maurice et Monthey, correspond aux phases de la conquête. Ajoutons que de 1536 à 1569, le territoire rétrocédé au duc forma d'abord le mandement d'Evian dont la vallée d'Aulps fut détachée pour constituer un mandement autonome.

Un gouverneur fut placé à la tête de chaque mandement. Il était le pendant valaisan du bailli des terres sujettes des Confédérés et du podestat de la Valteline, sujette des III Liges rhétiques. Les gouverneurs représentèrent donc le pouvoir souverain et, en cette qualité, chacun d'eux était juge supérieur, commandant militaire et chef de l'administration dans son mandement.

Les gouverneurs étaient élus par la Diète pour deux ans et choisis parmi les magistrats des dizains, à tour de rôle.

5. Lötschen et Bas-Châtillon

Mais, en parlant des sujets, il ne suffit pas de traiter seulement du Bas-Valais. Il y a encore une région du Haut-Valais dont la situation est particulière : Lötschen et Bas-Châtillon.

Rappelons-nous que ce territoire avait été une seigneurie des sires de la Tour. Avec le Tiers de Rarogne et celui de Mörel, Lötschen et Bas-Châtillon formaient le dizain de Rarogne. Encore dans la première moitié du XVI^e siècle, les délégués de ce Tiers siègent à la Diète dans la députation de Rarogne.

Mais les cinq dizains supérieurs avaient acquis en commun les droits de haute justice dans cette ex-seigneurie tandis qu'ailleurs les communes ou dizains l'avaient obtenue chacun pour son propre compte.

Il faut se souvenir à ce sujet qu'au cours du XVI^e siècle, la détention de la haute juridiction constituait la base de la souveraineté. Le haut justicier, seigneur ou commune, devint souverain.

Or, la position de Lötschen et Bas-Châtillon est complexe : l'ex-seigneurie fait partie d'un des dizains qui avaient acquis en commun la haute juridiction et étaient ainsi devenus ses co-souverains. Lötschen et Bas-Châtillon sont ainsi en même temps sujets et co-souverains.

Les III Liges offrent un cas analogue : Maienfeld est membre de la Ligue des Dix-Juridictions, mais n'a pas réussi à acquérir la haute juridiction qui fut achetée par l'ensemble des III Liges. Et, le bailli étant désigné à tour de rôle par les membres des III Liges, Maienfeld le nommait lui-même quand son tour venait, c'est-à-dire environ une fois par siècle.

Quant aux V Dizains supérieurs, ils avaient adopté une solution moins élégante. Les délégués de Lötschen et Bas-Châtillon furent écartés de la Diète et le Tiers fut simplement traité en territoire sujet — ceci jusqu'en 1794, lorsqu'il put racheter aux V Dizains la haute justice. Ainsi, pour un peu plus de trois ans, ses ressortissants purent jouir des mêmes droits que les autres Patriotes jusqu'à ce que les événements de 1798 mirent fin à l'Ancien Régime.

CHAPITRE IV

Vers de nouvelles luttes

1. *Accalmie. Les Statuts de Hildebrand I^{er} de Riedmatten*

Pendant trois quarts de siècle, de 1529 à 1604, le Valais a connu une accalmie relative sous trois évêquats très longs : ceux d'Adrien I^{er} de Riedmatten, de Jean Jordan et de Hildebrand de Riedmatten. Pendant ce temps, une œuvre durable a été menée à chef : une nouvelle version, définitive cette fois, des Statuts du Valais avait été promulguée en 1571. Elle n'avait pas été imposée par une partie à l'autre, mais elle était le fruit d'une collaboration entre l'évêque et la Diète. Aussi ces statuts devinrent-ils le *Corpus Juris Vallesii* et restèrent en vigueur jusqu'à l'introduction du Code civil valaisan en 1855.

Toujours est-il que cette tranquillité était due en bonne partie à la faiblesse de Hildebrand. Celui-ci ne fit notamment pas grand-chose pour empêcher la propagation du protestantisme en Valais.

2. *Le protestantisme en Valais*

La pénétration protestante avait aussi un aspect éminemment politique. Les adeptes des idées de la Réforme se rencontraient surtout dans les familles aristocratiques de Sion et de Loèche. La nouvelle classe dirigeante cherchait à consolider ses positions dans deux directions : d'une part, en affirmant les « libertés » du Pays face au Prince ; d'autre part, en monopolisant les charges publiques dans le Pays et les dizains.

Le protestantisme constituait un appui pour ces tendances. S'il l'emportait, l'évêque disparaissait et il n'était plus nécessaire de discuter ses prérogatives. Seul l'homme du commun restait en plan et le calvinisme, favorable au régime aristocratique — quoi qu'on ait dit sur son prétendu caractère démocratique —, pouvait accélérer l'évolution que le patriciat appelait de ses vœux.

Le parti réformé avait d'ailleurs deux puissants alliés : Berne, et la France dont la politique étrangère s'appuyait sur les Etats et mouvements protestants contre l'Espagne et l'Autriche, tout en faisant à l'intérieur une politique diamétralement opposée, certes non par zèle pour la foi de ses rois dissolus, mais par raison d'Etat.

3. *La lutte s'engage*

Avec l'avènement d'Adrien II de Riedmatten, en 1604, le Valais entre de nouveau dans une longue période de luttes violentes. Le feu qui avait couvé sous la cendre embrase la politique.

Dans sa magistrale étude de cette époque, M. Grégoire Ghika a le mérite d'avoir démontré que le geste qui mit le feu aux poudres à la fin de cet épiscopat, n'était pas le vain étalage de titres ronflants dont parlent les chanoines Bocard et Grenat, mais une maladresse bien plus grave commise en 1608.

Nous en sommes informés par une lettre de Barthélemy Allet, le fameux banneret de Loèche, un des principaux partisans du protestantisme en Valais. Aux termes de cette lettre, le prélat avait produit une copie « authentique » de la Caroline avec les confirmations de Charles IV et de Charles Quint dont il entendait se servir — c'est Allet qui parle — pour opprimer les anciennes libertés du pays.

Adrien II poursuivait en effet deux buts qui, à ses yeux, étaient interdépendants : il voulait extirper le protestantisme et restaurer son autorité de prince et d'évêque. Il semble bien qu'il considérait cette restauration qui aurait fait de lui un prince absolu — ou presque — comme la condition indispensable de la restauration religieuse.

C'est pourquoi il déclara à la Diète que, si l'on n'entrait pas dans ses vues, il devrait en référer au pape et à l'empereur romain, et il se plaignit qu'on voulait supprimer la religion catholique et son autorité spirituelle et temporelle.

Nous disions qu'il avait commis une maladresse en prétendant non pas au maintien de ses anciennes prérogatives, mais au rétablissement de droits perdus depuis longtemps, provoquant de la sorte la réaction des chefs des Patriotes.

Toutefois, il voyait juste : le patriciat protestant percevait en lui le principal obstacle à la réalisation de ses visées. L'annotation qui se trouve en marge de l'*Abscheid* qui relate cette déclaration du prince-évêque en dit long : « NB. L'évêque veut nous placer sous le joug du pape et de l'empereur ! »

Adrien II n'innovait pas d'ailleurs : déjà Hildebrand de Riedmatten, malgré son immobilisme et son laisser-faire, s'était rendu compte à la fin de son épiscopat, où allaient les choses. En 1603, il avait essayé de sauver l'avenir de son siège menacé en déclarant que « les régales, la préfecture et le comté ainsi que la prélature [!] étaient venus de l'empereur ».

Hildebrand se référait à la Caroline et ressortait le titre de prince de l'Empire romain, espérant ainsi soustraire ses droits et prérogatives à l'emprise des Patriotes en train de glisser dans le protestantisme. Ce ne fut que sa mort, survenue très peu après, qui lui épargna les déboires que connurent ses successeurs.

Les Patriotes virent dans les prétentions épiscopales une atteinte à leurs libertés, c'est-à-dire au *statu quo* régnant déjà avant la pénétration protestante. Pour cette raison, catholiques et protestants se groupèrent pour les repousser.

Ils le firent en répondant à l'évêque :

« C'est nous qui vous avons nommé évêque ; il nous appartient donc de vous conférer la préfecture.

» Il est vrai que le comté et la préfecture viennent de l'Empire, mais c'est le Pays qui vous les a conférés, car les empereurs l'ont abandonné pendant les guerres de libération. »

Ainsi, les Patriotes soutiennent que le Pays détient le pouvoir souverain et confère l'exercice de certains pouvoirs à l'évêque. Par cette affirmation, ils placent la Diète, organe des VII Dizains du Pays, au-dessus de l'évêque.

La lutte pour le pouvoir temporel est ainsi engagée avant la disparition d'Adrien II.

CHAPITRE V

La fin de l'Etat corporatif

1. *La Capitulation de 1613*

Dès que le prélat a fermé les yeux, les Patriotes mettent leurs théories en pratique : le vice-bailli Zuber occupe la Majorie en prétextant, contrairement à la vérité, qu'il agit en vertu d'une ancienne coutume. Et, pour prévenir toute reprise des revendications épiscopales, une capitulation électorale est élaborée.

Elle impose au futur évêque la renonciation à la Caroline. Monseigneur le grand bailli, représentant le pouvoir souverain de l'Etat, remettra désormais à l'évêque le glaive de la régale et les clefs du château de la Majorie.

En outre, l'évêque est écarté de la souveraineté sur Monthey et Lötschen-Bas-Châtillon. Les VII Dizains à Monthey, les V Dizains supérieurs à Lötschen et Bas-Châtillon, exerceront seuls la « haute seigneurie ». Pour Monthey, il n'est donc plus question du patrimoine de Saint-Théodule par lequel on en avait justifié la conquête, car ç'aurait impliqué la reconnaissance de la Caroline !

C'est le grand bailli qui désormais convoquera la Diète et qui seul assermentera le gouverneur de Monthey.

Le Chapitre est écarté des diètes ordinaires et ne participera qu'à celles qui se tiennent pendant la vacance du siège.

Cette capitulation, acceptée par le Chapitre et le nouvel élu, Hildebrand Jost, curé de Leytron, sonna le glas de l'Etat corporatif.

Ce n'était pas seulement l'élimination de l'ordre du clergé par le Tiers ordre qui, unique survivant, représente désormais à lui seul le Pays.

La portée de cette capitulation est infiniment plus grande : elle a donné au Valais une place à part dans l'histoire politique des Etats européens.

En effet, le Tiers ordre ne se contente pas de représenter le Pays en face du Prince, mais il enlève à celui-ci la *potestas* qui est remplacée par la souveraineté des VII Dizains.

Par leur premier magistrat, le grand bailli, ceux-ci font remettre au Prince, en respectant les formes traditionnelles de l'investiture féodale, le glaive de la régale, symbole de son pouvoir.

Sous la forme d'une inféodation, le prince-évêque est donc installé par le pouvoir souverain. Ce pouvoir souverain, c'est l'Etat des VII Dizains qui a succédé à l'empereur dont l'évêque avait été autrefois vassal pour le temporel. En réalité, il est devenu un organe de l'Etat, le premier magistrat d'une République, ou un Prince qui règne, mais ne gouverne pas.

Les chefs des Patriotes croyaient avoir définitivement réglé la question constitutionnelle lorsque Hildebrand Jost avait été installé. Mais ils durent déchanter, car le nouvel évêque, soutenu plus ou moins énergiquement par le Chapitre, reposa bientôt le problème, s'estimant victime d'une extorsion.

2. Les Dizains l'emportent

Le déroulement des événements est trop connu à tout Valaisan pour être raconté ici.

Rappelons seulement qu'après treize ans de discussions qui, en fait de violence, ne laissent rien à désirer, le prélat abandonne la lutte et quitte le pays pour laisser au pape le soin de lui donner un successeur. Aux premiers jours de 1628, il prend le chemin de l'exil.

Lorsqu'en 1630, il repasse la frontière pour rentrer au Pays, dans l'espoir que les esprits se soient calmés entre-temps, il est arrêté au Grand-Saint-Bernard. Conduit à Sembrancher, il y est retenu sous bonne garde pendant trois semaines au cours desquelles il est l'objet de toutes sortes de brimades. Finalement, des menaces non déguisées le déterminent à signer, la mort dans l'âme, de nouveaux articles dans lesquels il reconnaît les VII Dizains pour un peuple libre et le régime du Valais pour démocratique.

En 1634, lorsque le secrétaire d'Etat Mageran succède à Jean Roten en qualité de grand bailli, l'évêque et son Chapitre durent confirmer cet acte encore une fois.

Hildebrand Jost avait espéré trouver un soutien auprès du peuple, comme jadis ses prédécesseurs avaient eu, dans le Tiers ordre, un allié contre la noblesse.

Mais le peuple, bien que non atteint par les idées protestantes, suivait ses chefs et l'évêque resta seul en face du Pays.

Un seul homme le soutient : le capitaine Antoine Stockalper. Sa courageuse prise de position devait lui coûter cher : on lui fit son procès et il fut condamné à mort pour haute trahison et exécuté. Ce n'était qu'un assassinat légal pour reprendre un mot de M. Jean Graven qui a entrepris la réhabilitation de son ancêtre.

3. *Les arguments des parties*

Ce que, en revanche, nous allons examiner de plus près, ce sont les arguments avancés de part et d'autre et les doctrines qui en constituent la base.

Disons d'emblée que la Caroline est au centre de la dispute.

L'évêque et le Chapitre s'acharnent à prouver l'improuvable, c'est-à-dire l'authenticité de la Caroline.

Leur thèse est la suivante : l'évêque est le seul « haut seigneur », autrement dit le seul détenteur de la *potestas* qu'il a reçue de l'empereur. Ce que les Patriotes ont gagné dans leurs batailles a été acquis non pour eux, mais pour le Prince pour qui ils se sont battus. La souveraineté que les Patriotes prétendent exercer est donc une pure usurpation.

Cette argumentation relève de la conception médiévale du pouvoir : l'empereur est le chef temporel de la Chrétienté. Tout pouvoir vient de lui.

Au XVII^e siècle, elle n'est guère plus défendable que l'authenticité de la Caroline.

L'idée que Hildebrand Jost se fait des institutions valaisannes est conforme à cette conception.

Lors de la signature d'un traité, il déclare que lui et la Diète sont le pouvoir suprême. Peu lui importe que la Diète soit une représentation des VII Dizains. Pour lui, elle est encore le conseil du Prince, qui l'aide de ses avis.

Le camp adverse fait un raisonnement diamétralement opposé : la Caroline est une fable ou un faux. Si l'évêque a reçu le pouvoir temporel

de l'empereur, les dizains ont remplacé celui-ci car, par le sang et la sueur versés sur les champs de bataille, ils se sont libérés de toute allégeance à une autorité supérieure.

Par conséquent, les droits de l'Empire ont passé à eux, c'est donc d'eux que l'évêque dépend désormais. Ce sont eux qui l'investissent des droits régaliens qu'il recevait autrefois de l'empereur.

L'évêque n'est donc pas le « haut seigneur », le souverain ; les dizains détiennent en commun la souveraineté.

Pendant des années ces thèses s'affrontent dans un dialogue de sourds. Lorsque, de guerre lasse, l'évêque quitte le Pays, celui-ci n'est pas, aux yeux des Patriotes, sans souverain, car la souveraineté réside dans les VII Dizains. Il n'y a que le chef élu de l'Etat qui est absent.

Quand, après son retour, Hildebrand Jost est contraint de reconnaître la thèse de ses adversaires, celle-ci devient la doctrine officielle et le restera jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

Il est vrai qu'en 1734, lors de l'élection de l'évêque Blatter, le Chapitre demande de siéger dans les diètes ordinaires comme « membre de l'Etat » et qu'il revint à la charge l'année suivante.

C'était retourner à l'Etat corporatif, enterré depuis cent vingt ans, sous une forme modifiée : la République se compose — dit le Chapitre — de trois tiers : l'évêque, le Chapitre, les dizains.

Comme de bien entendu, la Diète repoussa cette revendication avec toutes les voix contre celles du dizain de Sion et des communes de Saint-Léonard et de Lens.

De nouvelles instances, faites soit par l'évêque Roten soit par le Chapitre à force d'arguments historiques, n'eurent pas un meilleur sort.

4. Influence des doctrines contemporaines

Mais où les Patriotes étaient-ils donc allés chercher leurs arguments ?

Dans cette lutte acharnée où tous les arguments sont bons, on les jette parfois pêle-mêle dans la bagarre sans trop s'embarrasser de contradictions possibles. Toutefois, on peut discerner plusieurs sources d'inspiration qui nous éclairent sur l'état d'esprit des chefs des Patriotes et sur leurs contacts avec les mouvements d'idées de leur temps.

On peut déceler notamment trois influences :

1° *La théorie suisse de la liberté acquise « jure gladii »* dont nous avons déjà parlé : les Patriotes ont gagné leur liberté sur les champs de

bataille et, par là, le pouvoir d'Etat, la souveraineté. C'est à eux de confier les régales à l'évêque comme ayants-droit de l'Empire.

2° *Les théories des monarchomaques français*, notamment de Jean Bodin. Elles se manifestent dans la confusion des notions de pouvoir public et de souveraineté, ce qui explique l'effort des Patriotes pour prouver leur souveraineté par l'énumération des pouvoirs qui la caractérisent, tels que les régales.

3° *Les théories de l'école de Genève*. Il ne s'agit pas de la théologie de Calvin, mais des théories sur l'Etat de son successeur Théodore de Bèze et de Hotman. Ceux-ci reprennent d'ailleurs les doctrines de l'école de Salamanque tout en leur donnant une forme nouvelle.

Cette doctrine dit en résumé ceci :

Par ses magistrats, le peuple confère le pouvoir souverain au Prince. Si le prince se rend indigne de l'exercice du pouvoir, les magistrats le lui retirent au nom du peuple et investissent un autre prince.

Cette théorie a trouvé sa première application lorsque les provinces septentrionales des Pays-Bas proclamèrent la déchéance de Philippe II.

La deuxième application est précisément le fait des Valaisans ; après, elle fut encore mise en pratique à trois reprises dans le monde anglo-saxon.

Pour ce qui est du Valais, l'attitude des magistrats après le départ de Hildebrand Jost est manifestement inspirée par cette doctrine ou, en tout cas, conforme à elle : le Prince a déserté, il a donc perdu son droit à l'exercice du mandat que le peuple lui avait confié.

Comme les Néerlandais un demi-siècle plus tôt, on installe provisoirement un régime sans prince — nous dirions un régime républicain. Alors qu'aux Pays-Bas, ce régime est devenu définitif parce que aucun prince ne voulut recevoir une couronne des mains de rebelles, en Valais le prince fut réintégré après avoir reconnu qu'il tenait son pouvoir — ou ce qui en restait — des Magnifiques Seigneurs Patriotes.

LIVRE QUATRIÈME

L'ÉTAT DES VII DIZAINS

CHAPITRE I

Le système fédéral

1. *Les détenteurs du pouvoir souverain*

Les VII Dizains détiennent en commun le pouvoir souverain dans le Pays. A leur tour, les communes détiennent en commun la souveraineté dans leur dizain.

Les dizains ne sont donc pas des communes souveraines à l'instar de douze des Treize cantons de la Confédération ou des juridictions grisonnes. Ils sont des corps composés de plusieurs communes, comme le Pays est composé de plusieurs dizains.

Dans les deux autres systèmes fédératifs du Corps Helvétique — la Confédération et les III Liges — il ne se trouve qu'un seul pendant : le canton de Zoug où la souveraineté appartient à la ville de Zoug et aux trois communes de l'Amt.

Il s'ensuit que, le souverain, ce n'est ni l'ensemble des Patriotes — comme dans le canton de nos jours — ni une heptarchie formée par les VII Dizains, mais l'ensemble des communes des VII Dizains.

2. Définition du fédéralisme valaisan

Dans la Confédération, les cantons qui n'avaient pas accepté une décision de la Diète n'étaient pas tenus de l'observer, le principe majoritaire ayant toujours été repoussé. En revanche, ce principe a été proclamé à plusieurs reprises, aussi bien dans les III Liges qu'en Valais. Cela a suffi à certains auteurs pour affirmer que la Confédération était une fédération d'Etats souverains, tandis que le Valais et les Trois Liges étaient des Etats fédéraux. Voire !

En Valais — comme d'ailleurs aux Grisons — ce principe a été, en réalité, plutôt une pétition de principe qu'une règle strictement appliquée, car on ne disposait guère de moyens de contrainte contre les communes récalcitrantes. Le cas de Saas, évoqué plus loin, est éloquent à ce sujet.

A notre avis, cette distinction est absurde. Elle a un sens dans les systèmes modernes, mais pas dans le cas des trois fédérations du Corps helvétique. Celles-ci n'appartiennent pas à deux catégories foncièrement différentes : ici la Confédération, là les III Liges et le Valais. Les ressemblances de structure sont infiniment plus importantes que les différences.

La reconnaissance du principe majoritaire à elle seule — surtout si elle est plus ou moins théorique, ne fait pas encore un Etat fédéral. Pour qu'on puisse parler d'un tel Etat, il faut qu'il soit doté d'organes constitués indépendamment de la volonté des Etats membres.

Peut-on appliquer ce critère au grand bailli ? Il est permis d'en douter. Ce qu'on peut dire sans risque de se tromper, c'est qu'à la suite de la disparition de l'Etat corporatif et de la *potestas* de l'évêque, le Pays s'est fédéralisé, qu'une évolution centrifuge a substitué une fédération à l'ancienne unité.

Mais il est parfaitement oiseux de vouloir classer le Valais du XVI^e au XVIII^e siècle dans une catégorie moderne. On est bien davantage dans le vrai si l'on se borne à analyser ses institutions en opérant avec les notions de l'époque.

CHAPITRE II

La Diète

1. *Composition*

La Diète (*Landrat*) du XVI^e au XVIII^e siècle, est composée des députations des dizains.

A la différence de la Diète fédérale suisse où chaque canton envoie deux délégués et chaque allié, un, et de la Diète fédérale des III Liges avec un ou deux délégués par juridiction, chaque commune d'un dizain valaisan a le droit de se faire représenter à la Diète valaisanne.

Mais pour des raisons d'économie, plusieurs petites communes s'entendent souvent pour envoyer ensemble un seul délégué en le chargeant chacune de ses propres instructions souvent divergentes. Il arrive fréquemment — notamment avant le milieu du XVII^e siècle — qu'un délégué déclare par exemple : pour la commune de X j'accepte, pour la commune d'Y je refuse, et pour celle de Z je fais telle ou telle réserve.

En effet, ces *Ratspotten* ne sont pas des députés modernes, mais des délégués de petits corps souverains. Ils votent donc selon des instructions comme aujourd'hui les délégués des Etats membres de l'ONU.

2. *Sessions et séances*

A l'époque qui nous occupe ici, la Diète est présidée par le grand bailli (*Landeshauptmann*) qui est élu pour deux ans, mais rééligible.

Depuis la fin du Moyen Age, il y a deux diètes ordinaires par an, celle de mai et celle de Noël (qui se tient pendant l'Avent).

Le lieu de réunion habituel est la Majorie, résidence d'hiver de l'évêque, mais de nombreuses diètes ont été tenues ailleurs pour des raisons diverses.

Les séances commençaient à des heures qui nous font frémir : à cinq heures du matin en été, à six heures en hiver.

Les décisions prises en diète sont soumises à la ratification des communes. Si les délégués ne sont pas instruits sur un point, ils le prennent *ad referendum* : pour faire rapport à leurs communes et en recevoir de nouvelles instructions.

Le grand bailli pouvait convoquer des diètes extraordinaires en cas de nécessité ou, pour des affaires pressantes, des diétines (*Ratstage*) qu'il réunissait la plupart du temps à son domicile et qui étaient composées d'un nombre réduit de participants.

3. Les « *Abscheids* »

Lorsque la session est close, le secrétaire d'Etat rédige un aide-mémoire dont un exemplaire est remis à chaque délégation désénale au moment où elle prend congé — d'où le nom *Abscheid* (ou recès).

Ce n'est pas un procès-verbal, mais un résumé qui sera commenté par le délégué dont il soutient la mémoire. Les chancelleries des dizains en font ensuite des copies destinées aux communes de leur dizain ; celles de Sion et de Sierre le traduisent en français à l'intention des communes autres que le chef-lieu.

CHAPITRE III

Le référendum

1. Son caractère

L'ancien référendum valaisan qui a un pendant dans la Confédération et les III Ligues (sans parler des Provinces-Unies des Pays-Bas et du Saint Empire), n'a rien de commun avec le référendum moderne à part le nom, ni avec une votation de nos jours.

Ce ne sont pas les citoyens qui émettent un vote, mais les communes.

En outre, elles ne répondent pas par oui ou par non, mais donnent des réponses motivées qui sont souvent fortement nuancées.

Une commune répond par exemple qu'elle n'accepte qu'avec telle ou telle réserve ; ou bien : « nous penchons pour le rejet, mais si la majorité des communes accepte, alors nous ne voulons pas faire bande à part. »

2. *Le classement du plus*

De ce fait, le dépouillement n'était point une opération simple — tant de oui, tant de non. Il consistait dans ce qu'on appelait « le classement du plus » ou « la pluralité ».

En d'autres termes, le grand bailli, secondé par ses collaborateurs, scrutait la volonté du Pays en dégageant le dénominateur commun des réponses.

A notre avis, cette solution était loin d'être mauvaise, car il n'y avait ni vainqueurs ni vaincus. Dans une votation de nos jours, une partie gagne totalement et l'autre perd. En revanche, avec l'ancien système des réponses nuancées — impossible aujourd'hui où le citoyen s'exprime, on trouvait un compromis, un terme moyen qui, s'il ne donnait pas entièrement satisfaction aux uns, ne mécontentait pas entièrement les autres.

3. *Le vote*

Dans la collection des *Abscheids* conservés dans les archives de la Bourgeoisie de Sion se trouvent encartés des documents qui nous renseignent à ce sujet.

Il en résulte que, jusqu'au milieu du XVII^e siècle, les communiers s'assemblaient après l'office dominical, sur la place du village ou au cimetière pour discuter l'*Abscheid* et voter sur les points qui demandaient une décision.

Plus tard, cette discussion a lieu au Conseil désénal qui est au dizain ce que la Diète est au Pays. Au Conseil du dizain, les députés des communes discutent selon les instructions qu'ils ont reçues et, le cas échéant, prennent également *ad referendum*.

Ce déplacement a pour résultat que, depuis la seconde moitié du XVII^e siècle, les députés d'un même dizain émettent à la Diète, la plupart du temps, un vote concordant alors qu'auparavant ces votes étaient souvent discordants.

Dans certains cas, des communes font bande à part, encore tard dans le XVIII^e siècle. Nous avons un exemple en 1735 concernant Lens et Saint-Léonard. C'est surtout le cas quand une commune se sent lésée dans ses intérêts particuliers. Preuve en soit l'obstruction de la commune de Saas qui ne veut pas se conformer à un décret de la Diète interdisant l'exportation des moutons et qui, malgré toutes les remontrances et menaces, persiste dans son refus d'obtempérer.

CHAPITRE IV

Les chefs des patriotes

1. *Le grand bailli*

Son Excellence (*Schaubare Grossmächtigkeit*) le grand bailli est désormais le véritable chef de l'Etat, le titre de comte et préfet que l'évêque continue à porter n'étant plus qu'un titre honorifique sans pouvoir réel. Elu pour deux ans, mais rééligible, le grand bailli remet le glaive de la régle à l'évêque lors de son investiture, il préside la Diète, convoque les diètes extraordinaires et les diétines, et expédie les affaires d'Etat. Dans l'accomplissement de cette dernière tâche, il est secondé par un Petit Conseil dont j'ai eu le tort de nier l'existence dans ma thèse de doctorat.

Cet organe collabore avec le grand bailli à la préparation de la Diète et au « classement du plus ». Sa composition est originale : il est formé par les magistrats *in corpore* d'un dizain et change chaque année. Le dizain en question est donc pour une année une espèce de *Vorort*.

2. *Le secrétaire d'Etat*

Le grand bailli est assisté par le secrétaire d'Etat (*Landschreiber*) qui est en outre son suppléant. Si le grand bailli meurt en charge, le secrétaire d'Etat le remplace jusqu'à l'élection de son successeur et souvent c'est lui qui, de suppléant, devient titulaire. Il est d'ailleurs toujours un futur grand bailli en puissance — pensons à Mageran qui succéda à Jean Roten.

3. Le patriciat

Il a été dit ci-dessus qu'une nouvelle classe dirigeante s'était formée dès la fin du Moyen Age. Elle était constituée par des familles montées du peuple et les survivants de l'ancienne noblesse féodale.

Ce patriciat dirige la politique en monopolisant les fonctions publiques dans le Pays et dans les dizains.

Dans ses démêlés avec les Patriotes, Hildebrand Jost avait vu clair lorsqu'il parlait, non sans ironie, du « pouvoir démocratique ou plutôt aristocratique, usurpé par les Patriotes ». Dans une de ses missives aux dizains, il dit en outre que l'agitation était l'œuvre de quelques oligarques et demandait si le peuple avait donc perdu son ancien droit de réprimer les excès des « Messieurs ».

Nous avons déjà vu une des conséquences de cette évolution : depuis le milieu du XVII^e siècle, les *Abscheids* sont discutés en règle générale au Conseil du dizain et non plus dans les communes. Le parlement désénal était, en effet, de par sa composition, plus maniable qu'une assemblée communale. Et les *procurjuren* (ou syndics) qui représentaient leurs communes au Conseil du dizain, étant des potentats villageois, ne faisaient guère de l'obstruction aux suggestions des magistrats du dizain.

LIVRE CINQUIÈME

LES TEMPS MODERNES

INTRODUCTION

Le début de l'histoire moderne du Valais est marqué par une césure. Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, les changements profonds que nous avons étudiés avaient toujours été la conséquence d'une évolution, jamais d'une rupture brusque avec le passé. Et surtout, tout changement avait été justifié par des arguments tirés de l'histoire valaisanne ou par des principes de droit s'appliquant à la situation particulière du Pays.

La Révolution française, cause première des changements qui vont se produire en Valais, proclamait des principes universels, censés valables partout.

Ces principes furent inscrits dans la constitution donnée à la France où les bouleversements survenus permettaient de les mettre en pratique. Mais cette constitution (ou plutôt ces constitutions, car il y en eut plusieurs dans un espace de temps assez restreint) voulait être la constitution idéale pour toutes les nations. C'est pourquoi les constitutions imposées aux pays conquis étaient calquées sur la constitution française du moment.

CHAPITRE I

La fin de l'ancien régime

1. *Les prodromes*

Lorsque la révolution l'emporta en France, les VII Dizains se montrèrent impénétrables à l'idéologie nouvelle car, malgré les tendances aristocratiques dont il a été question plus haut, leur régime était bien plus démocratique que la démocratie représentative prônée par les doctrinaires étrangers.

En revanche, le Bas-Valais offrait un terrain plus favorable à la pénétration de ces idées. D'abord parce que les Bas-Valaisans étaient des sujets, donc accessibles au principe d'égalité, et parce que la propagande française s'y trouvait facilitée du fait de la langue. Ensuite, parce qu'ils avaient à se plaindre de la gestion de certains gouverneurs.

Le mécontentement était d'autant plus vif que la partie supérieure du Valais détenait la souveraineté sur la partie inférieure bien que le Bas-Valais eût été conquis comme partie intégrante du patrimoine de l'Eglise de Sion et bien que, socialement, les Patriotes fussent les égaux de leurs sujets en dessous de la Morge.

Le fait que le souverain était une collectivité — ou même plusieurs — avait empêché la naissance d'un attachement au souverain, alors que l'affection pour la dynastie régnante était une réalité, par exemple, dans les Etats, grands et petits, de l'Allemagne d'alors et y avait immunisé la population contre les idées révolutionnaires.

Les prodromes se font sentir dès 1790. On connaît les événements dont le Gros-Bellet fut le protagoniste, et leur répression impitoyable. Encore n'est-il pas clair dans quelle mesure l'immixtion française y a déjà joué un rôle. On peut se le demander étant donné qu'en 1794 encore, les

gens de Lötschen et Bas-Châtillon rachetèrent les droits de souveraineté aux V dizains supérieurs, ce qu'ils n'auraient probablement pas fait s'ils avaient été travaillés par la propagande révolutionnaire. Mais il est évidemment possible que celle-ci ait pénétré en Bas-Valais déjà en 1790 et qu'elle ait considéré Lötschen et Bas-Châtillon comme quantité négligeable.

Le vrai travail de sape commence quand le Valais reconnaît le nouveau régime français et qu'un nouvel agent diplomatique français est accrédité, lequel ne s'établit pas à Sion, mais à Saint-Maurice pour mieux conduire son entreprise.

2. *L'écroulement*

La *Patria Vallesii* s'écroule en même temps que la Confédération.

Ce n'est donc pas un hasard si c'est à Saint-Maurice qu'un arbre de la liberté est planté et qu'un comité de dix-huit membres se constitue. D'autres communes se joignent au mouvement, quelques-unes toutefois seulement par la contrainte.

Devant la défection du territoire sujet, qui se produit en même temps que l'invasion française du Pays de Vaud bernois, les VII Dizains renoncent solennellement à leur souveraineté sur le Bas-Valais en tirant de leur acte une conséquence inattendue : ils reconnaissent l'existence de deux Etats souverains : l'Etat du Haut-Valais et l'Etat du Bas-Valais.

Mais le désir de cohabiter existant de part et d'autre, les représentants des deux Etats se réunissent à Saint-Maurice pour se constituer en assemblée provisoire de toute la République du Valais.

CHAPITRE II

L'Helvétique

1. *La Constitution de 1798*

Les constituants vont vite en besogne : le 16 mars, une constitution est votée — la première de l'histoire valaisanne.

Elle porte le nombre des dizains à dix — certainement en concluant du terme de dizain que jadis ils avaient dû être au nombre de dix. Les trois nouveaux dizains sont constitués par le territoire ex-sujet, transformé en dizains de Saint-Maurice, d'Entremont et de Monthey.

Les organes législatif et exécutif sont copiés sur le modèle français et identiques aux institutions introduites par la Constitution helvétique de 1798, le fameux *Ochsenbüchlein*, du nom de son auteur, Pierre Ochs.

La Constitution valaisanne prévoyait ainsi un système bicaméral : un Grand Conseil et un Sénat, et, pour l'exécutif, un directoire de trois membres.

2. *La réunion à la République helvétique*

Cette constitution, bien que parfaitement conforme aux principes des maîtres de l'heure, ne fut cependant pas appliquée. Après la prise de Berne, la République une et indivisible fut imposée à la Suisse et, sous la pression française, les X Dizains se prononcèrent pour leur réunion à la nouvelle République helvétique.

Le Valais en devint un canton. Comme les III Liges, devenues le canton de Rhétie, le Valais eut la chance de garder son territoire intégral, alors que les cantons souverains de l'ancienne Confédération furent démembrés s'ils étaient grands, ou réunis à plusieurs en une nouvelle unité s'ils étaient petits.

Mais le terme de canton est trompeur. Les cantons helvétiques n'étaient pas des Etats, mais de simples circonscriptions administratives d'un Etat unitaire, comme les départements français.

Comme les autres cantons, le Valais avait un préfet national à sa tête, nommé par le Directoire helvétique. Ce fut Charles-Emmanuel de Rivaz, un patriote qui accepta le rôle ingrat de représenter les nouvelles autorités dans un pays qui, dans sa majorité, les exécrait. Mais le dévouement du préfet de Rivaz empêcha qu'une créature des valets de l'étranger occupât ce poste important.

Le Valais fut donc doté d'institutions qui ne lui étaient pas propres. Mais les nouveaux organes ne fonctionnèrent que par intermittence. La résistance du Haut-Valais au début, son soulèvement ensuite, les nombreux coups d'Etat et changements de constitutions de la République helvétique, les suspendirent et modifièrent à tout moment.

3. *La stratégie intervient*

Depuis 1800, un élément auquel ses habitants étaient absolument étrangers devint déterminant pour le Valais : la stratégie française. Bonaparte voulait « y faire passer le canon » selon ses propres termes. Il esti-

mait que la Suisse, malgré son vasselage, était encore trop forte pour lui donner toute sécurité à ce sujet.

Pour arriver à ses fins, trois solutions s'offraient à lui : ou de détacher le canton de la République helvétique pour l'annexer à la France, ou de se faire céder une partie seulement du Valais, ou enfin d'ériger le Valais en république prétendument indépendante.

D'abord, la France chercha naturellement à obtenir le maximum, c'est-à-dire l'annexion du canton, avec ou sans la vallée de Conches. Mais les Valaisans protestèrent à Berne dès qu'ils eurent vent de l'affaire.

Le gouvernement helvétique, trop impuissant pour pouvoir opposer à ces plans une simple fin de non-recevoir, chercha à sauver ce qui pouvait l'être, par un marchandage. Il suggéra la cession de la rive gauche du Rhône, de sorte que le Valais aurait été divisé dans toute sa longueur par une frontière absurde entre deux Etats.

La Diète helvétique se mit d'ailleurs en travers de tous ces projets et marchandages en votant une résolution aux termes de laquelle le Valais devait rester un canton dans ses anciennes frontières.

La réaction française ne se fit pas attendre : le général Turreau, un soudard de la pire espèce, tyrannisa la population valaisanne par tous les moyens et destitua les autorités légitimes. Il échoua pourtant : 93 communes firent porter une protestation à Berne par une délégation qui, en plein hiver, franchit la Gemmi.

4. *Vers la République*

La résistance valaisanne à toutes les vexations de Turreau fit comprendre à Bonaparte qu'il n'avait pas choisi la bonne méthode pour garantir la sécurité de la route du Simplon.

Au début de 1802, il admit donc l'idée de Talleyrand que la meilleure solution serait un Valais indépendant, en d'autres termes : un Etat satellite particulier.

Au début de juin, un projet de constitution fut élaboré et, au mois suivant, les autorités françaises et helvétiques convinrent des modalités de l'érection de la République du Valais.

Les Valaisans, qui n'avaient été consultés ni sur le régime qu'on avait choisi pour eux ni sur la Constitution, furent appelés aux urnes pour élire la diète du nouvel Etat. Elle se réunit le 26 août 1802 et un commissaire fédéral — car la Suisse était, à ce moment-là, à mi-chemin entre

la république unitaire de 1798 et la fédération créée par la Médiation de 1803 — délia les Valaisans de leur serment de fidélité à la République helvétique.

Les trois républiques voisines — française, helvétique et cisalpine — garantirent la République du Valais et celle-ci conclut un pacte d'alliance avec elles.

Le 5 septembre 1802, la République fut solennellement proclamée. Le Valais était redevenu un Etat.

CHAPITRE III

La République du Valais

1. *Sa place dans l'histoire du pays*

La République qui a vécu huit ans, de 1802 à 1810, est une période que les auteurs valaisans ont longtemps négligée. M. Paul Biderbost, dans son ouvrage consacré à cette période, a été le premier, en 1959, à entreprendre une étude exhaustive des institutions de la République du Valais.

L'auteur y dit avec beaucoup d'à-propos qu'une certaine gêne semble avoir retenu les érudits valaisans de se pencher sur ces années qui, évidemment, ne sont pas une époque des plus glorieuses du passé de leur patrie, car cette résurrection de l'Etat valaisan, comme sa fin, furent décidées ailleurs et la volonté des Valaisans n'y joua pas de rôle ou, tout au plus, y joua un rôle secondaire.

Toutefois, pendant ces huit ans, les Valaisans purent gérer eux-mêmes leur ménage interne. En combinant des institutions traditionnelles avec les principes nouveaux, la République apparaît comme un Etat dont l'organisation avait été adaptée aux besoins de l'époque, mais qui avait repris à la tradition ce qui pouvait en être conservé.

Les hommes qui étaient aux responsabilités doivent être jugés en tenant compte de la situation dans laquelle se trouvait le pays. Ce sont des patriotes cherchant le bien de la patrie, bien qu'ils dussent se faire les thuriféraires du dictateur couronné afin de permettre à leur petit Etat de survivre ; car ils savaient bien que le moindre sujet de mécontentement pouvait signifier la fin de l'indépendance, si précaire qu'elle n'était en fait qu'une autonomie interne.

2. Les nouveaux principes

Les institutions reflètent les nouveaux principes tout en faisant une place à la tradition balayée en 1798. On y est revenu dans les limites compatibles avec l'ordre nouveau — comme ce sera le cas, l'année suivante, de l'Acte de Médiation octroyé à la Suisse par Bonaparte.

Les principes sur lesquels la République du Valais est fondée sont :

1° *L'Etat unitaire*. La souveraineté ne réside plus dans les communes des dizains, mais dans le peuple. Dizains et Communes ne sont plus que des unités administratives.

2° *La démocratie représentative* remplace la démocratie directe qui était exercée par le référendum. Le peuple n'intervient plus désormais que pour élire les membres du législatif.

3° *La séparation des pouvoirs*. Nul, à l'exception du grand bailli qui préside à la fois la Diète et le Conseil d'Etat, ne peut être en même temps membre du gouvernement et de la Diète. L'exécutif n'a plus d'attributions judiciaires.

3. Les organes de l'Etat

Le *pouvoir législatif* appartient à la *Diète* dont la composition est un compromis entre l'ancien et le nouveau. Les dizains y sont représentés par un député pour 2000 âmes, élu pour deux ans. Le président du dizain fait de droit partie de la députation. L'évêque a siège et voix à la Diète.

Un élément nouveau est la disparition de l'instruction des députés et du référendum. Les membres de la Diète votent sans instructions, guidés seulement par leur conscience.

La Diète se réunit en session ordinaire aux époques traditionnelles — mai et novembre — mais siège à l'hôtel de ville de Sion.

Le *pouvoir exécutif* est exercé par le *Conseil d'Etat*, présidé par le grand bailli qui a pour collègues deux conseillers d'Etat. Chacun des membres de ce triumvirat a un suppléant. Pour les travaux législatifs destinés à être présentés à la Diète, les suppléants se joignent au Conseil d'Etat.

La durée du mandat est ici de trois ans ; au terme de chaque période, les deux membres les plus anciens quittent le Conseil d'Etat et sont remplacés.

La *justice* a sa propre hiérarchie : le châtelain dans les communes, le tribunal du grand châtelain dans le dizain et la cour d'appel pour la république.

4. *Dizains et communes*

Le territoire national était divisé en douze dizains qui correspondaient aux douze districts helvétiques. Aux sept anciens dizains étaient joints les cinq nouveaux : Hérémence, Martigny, Sembrancher, Saint-Maurice et Monthey.

Comme il vient d'être dit, malgré leur nom historique, les dizains n'étaient désormais plus que les districts d'un Etat unitaire. Leur organisation résultait de la législation de l'Etat.

Chaque dizain avait son conseil présidé par le président du dizain et composé des présidents des communes, plus un ou plusieurs syndics (c'est-à-dire conseillers communaux) pour les communes de plus de 150 habitants. Ce conseil éliait les autorités désénales, y compris le grand châtelain. Les affaires générales du dizain, telles que les œuvres d'utilité publique et la surveillance des communes, étaient de sa compétence.

En matière communale, la république revint à la commune bourgeoise en supprimant le dualisme de la commune bourgeoise et de la commune politique que l'Helvétique avait introduit et que nous avons de nouveau aujourd'hui.

5. *L'annexion à la France*

Malgré leurs continuelles protestations de loyauté envers l'empereur, les Valaisans ne réussirent pas à sauvegarder leur indépendance précaire. En 1810, Napoléon décréta l'annexion du Valais à l'Empire, sous le prétexte contourné que la république n'avait tenu aucun de ses engagements. La présence de forts contingents français dans le pays et la situation générale firent que les Valaisans n'eurent même pas la possibilité de protester. La République du Valais était devenue le département du Simplon.

Cette annexion se fit par un simple décret impérial sans que le gouvernement valaisan en eût été informé au préalable. La République helvétique redevenue la Confédération, une des trois garantes de l'indépendance du Valais, ne fut pas consultée ; pour la République cisalpine, muée en royaume d'Italie, la question ne se posait guère, car son souverain n'était autre que l'empereur des Français. Voilà un exemple déjà ancien de la valeur d'une garantie donnée par une grande puissance à un petit pays !

CHAPITRE IV

La Restauration

1. *République et canton*

Après la seconde parenthèse, celle du département français du Simplon — la première avait été celle du canton helvétique —, le Valais renaquit une nouvelle fois comme Etat.

En décembre 1813, avec le départ des Français et l'arrivée des Autrichiens, l'organisation administrative et judiciaire française disparut et la législation française devint caduque. Un conseil de gouvernement provisoire se constitua sous la direction du baron Eugène de Stockalper, ancien grand bailli, comme grand bailli provisoire.

Si, le 12 septembre 1814, le Valais est agréé comme vingtième canton dans la Confédération, la réunion ne deviendra effective que le 7 août 1815.

2. *Les tendances du régime*

La tendance générale après la Révolution et l'Empire était d'oublier, tant que faire se pouvait, tout ce qui était survenu depuis 1789. En un mot : la tendance était à la restauration en Europe, en Suisse et en Valais. Si la restauration n'était pas possible au cent pour cent, on cherchait au moins à s'en approcher le plus possible.

Comme les Waldstätten ou le patriciat bernois, les VII anciens dizains eussent aimé rétablir le *statu quo* d'avant 1798, c'est-à-dire leur domination sur le Bas-Valais. Comme les ex-sujets vaudois de Berne, les Bas-Valaisans s'y opposèrent farouchement. Les séances de l'Assemblée

constituante devinrent si houleuses que les deux camps envoyèrent des délégués à Zurich pour qu'ils mettent sur pied une constitution au siège du *Vorort*. Comme ils ne réussirent pas mieux que leurs mandants, les Puissances intervinrent par un arbitrage, de sorte que la Constitution de 1815 ne fut jamais soumise au référendum. Elle stipulait en outre qu'elle ne pourrait être modifiée qu'à la majorité des deux tiers de la Diète.

3. *La Constitution de 1815*

La tendance générale de la Restauration se manifeste avec éclat dans les changements qu'elle apporta par rapport à la constitution de 1802.

Sans égard pour le nombre de ses habitants, chaque dizain a quatre députés. Le même nombre est attribué à l'évêque. Ainsi les VII Dizains anciens disposent de la majorité à la Diète.

Toutes les lois sont soumises au référendum des dizains ; les lois financières, les capitulations militaires et la naturalisation des étrangers sont en outre soumises aux communes. C'est donc l'ancien référendum qui est rétabli.

La séparation des pouvoirs est maintenue strictement pour le pouvoir judiciaire seulement. En revanche, le grand bailli préside et la Diète et le Conseil d'Etat.

Par la création du dizain de Conthey, constitué de territoires enlevés à ceux de Sion et de Martigny, le nombre des dizains est porté à treize.

4. *Œuvres et carences*

La Restauration fut d'abord, en Valais comme ailleurs, une période de tranquillité après l'ère mouvementée des guerres de la Révolution et de l'Empire.

Si l'on n'avait pas gardé les lois françaises alors que le code Napoléon fut conservé à Genève et au Jura bernois, un recueil systématique de la législation valaisanne — dont les statuts de Hildebrand de Riedmatten étaient toujours la pièce maîtresse — fut édité, et un code de procédure civile, promulgué. L'Ecole de droit de Sion fut créée et, dès 1829, on s'attela à la rédaction d'un code civil qui cependant ne devait être mis en vigueur qu'en 1855 et qui utilisait largement le code Napoléon, répudié en 1813.

Mais, d'autre part, un grand immobilisme, pour ne pas parler d'incurie, caractérise le régime. En un mot, on ne fit pas grand-chose : les finances étaient mal gérées et mal contrôlées ; dans presque tous les domaines, l'initiative des organes publics faisait cruellement défaut.

CHAPITRE V

La Régénération

1. *Le Bas-Valais réclame la R. P.*

Les mouvements populaires de 1830 et 1831 qui se répandirent sur toute l'Europe, depuis la Pologne jusqu'à la France et la Belgique et qui, en Suisse, sont connus sous le nom de Régénération, se manifestèrent également en Valais.

La cause immédiate avait été une loi qui n'avait pas été soumise aux dizains comme la Constitution l'exigeait. L'enjeu de la lutte était la représentation proportionnelle — c'est-à-dire une représentation à la Diète calculée sur la base du nombre des habitants, comme en 1802 —, réclamée par les dizains inférieurs qui étaient en minorité à la Diète où chaque dizain avait quatre voix, bien qu'ils eussent une population plus nombreuse que les anciens dizains.

En 1834, trois dizains inférieurs avaient présenté une pétition dans ce sens, mais la Diète l'avait écartée. Ils revinrent à la charge en 1839 et, cette fois, le Conseil d'Etat proposa non pas une R. P., mais une solution de compromis, à savoir : une augmentation des sièges des dizains les plus peuplés. Cette proposition fut acceptée à une voix de majorité par la Diète. Mais cette décision devait être ratifiée par le référendum des dizains, et les sept anciens dizains la rejetèrent. Une nouvelle proposition gouvernementale put réunir, elle aussi, seulement la majorité simple à la Diète et non la majorité qualifiée des deux tiers nécessaires pour les changements de la Constitution.

A partir de ce moment, la légalité est en vacance et on entre dans une période pleine de troubles.

La Diète n'est plus en nombre, les députés haut-valaisans la désertent et le Bas-Valais élit des députés sur la base de la R. P. Lorsqu'ils font leur entrée à la Diète, le Conseil d'Etat lève la session et quitte la salle suivi des députations des VI dizains supérieurs, Sion ayant changé de camp.

La partie de la Diète, dont les députés étaient élus illégalement, se constitue en assemblée constituante.

Cette assemblée élabore une constitution qui fut acceptée en votation populaire organisée dans les dizains occidentaux.

Mais, entre-temps, le gouvernement avait sollicité l'intervention fédérale. Les dizains orientaux avaient en effet protesté contre cette charte établie par une assemblée à laquelle ils n'avaient pas participé et avaient posé l'alternative : ou la Constitution de 1815 est maintenue, ou le Valais est divisé en deux demi-cantons.

Si l'exemple de Bâle où la séparation avait été consommée en 1833 semble avoir inspiré les dizains supérieurs, le canton directeur essaie d'empêcher la scission en pensant à Schwyz où la Confédération avait obligé les deux moitiés à se réunir à nouveau.

Mais les commissaires fédéraux essuient un échec. La séparation du canton est consommée de fait sinon de droit : le Valais a deux gouvernements rivaux : l'un à Sierre, l'autre à Sion.

Placés devant cette situation, les commissaires fédéraux s'adressent au peuple valaisan en prônant l'indivisibilité du canton et la R. P. Mais les dizains orientaux ne veulent rien en savoir et restent sur leurs positions.

Après le départ des commissaires, une guerre civile éclate dont les péripéties dépassent le cadre de cette étude. Le calme renaît au printemps de 1840 après une nouvelle intervention fédérale, les dizains orientaux s'étant ralliés à la nouvelle constitution, après la victoire militaire du Bas-Valais.

2. La Constitution de 1839

En changeant les dénominations anciennes, ses auteurs font preuve d'un esprit antitraditionaliste. En les modernisant, ils voulaient nier chaque lien entre les nouveaux organes et les institutions historiques.

Le dizain devint un district — terme quelconque et incolore : la Diète, un Grand Conseil comme le parlement de n'importe quel canton nouveau né en 1803 ; le grand bailli, un président du Conseil d'Etat — ce qui n'est pas un titre, mais une définition.

Le moment ne serait-il pas venu, maintenant que les haines partisans se sont apaisées, de remettre en honneur les vieux titres portés pendant les longs siècles d'un passé glorieux et de laisser tomber ces désignations banales et insipides qui leur ont été substituées dans une période agitée ? Je livre cette réflexion à ceux qui, à un titre quelconque, sont associés aux responsabilités publiques. Rappelons-leur que les Waldstätten, Glaris et Appenzell ont maintenu bien des vieux titres, que le chef du gouvernement lucernois s'appelle toujours avoyer de la République et Canton, et que cette fidélité à la tradition n'a pas empêché ces cantons de devenir des Etats modernes.

La Constitution consacre la victoire de la représentation proportionnelle : un député par 1000 habitants. Le clergé n'a plus que deux sièges, dont celui de l'évêque.

Le Conseil d'Etat se compose maintenant de cinq membres : deux représentants du Haut, un du Centre et deux du Bas.

3. Fronts nouveaux

Sous le régime de la nouvelle constitution, une tendance anticléricale, relent des idées de 1789, fit dévier le mouvement libéral qui avait d'abord opposé le Bas-Valais aux anciens VII Dizains dans une question purement politique, celle de la R. P. à la Diète.

Cette tendance se manifesta ouvertement dans un projet de loi sur l'instruction publique qui inquiéta le peuple croyant, effrayé par les tendances anticléricales, voire antireligieuses, dans lesquelles le libéralisme était en train de verser.

Ainsi, un nouveau front se dessina. Il divisa le Bas-Valais dont la population ne fit plus bloc contre le Haut-Valais, mais se groupa en deux camps adverses. De ce fait, le camp des conservateurs, ayant de son côté tout le Haut-Valais et une partie du Centre et du Bas, réunit la majorité de la population dans son ensemble et l'emporta aux élections de 1843.

Je ne m'arrête pas sur les violences inouïes, verbales et imprimées, desquelles on passa aux actes, isolés d'abord, mais qui engendrèrent une véritable insurrection lorsque le Grand Conseil et le Conseil d'Etat prirent des mesures sévères pour rétablir l'ordre. Une guerre civile éclata dans laquelle la majorité eut le dessus.

Quand le calme fut revenu, une nouvelle constitution fut promulguée en 1844. Elle n'apporta que de légères retouches à la précédente, comme par exemple l'attribution d'un troisième siège au clergé.

4. *Le Sonderbund et la Constitution de 1848*

La défaite du Sonderbund auquel le canton avait adhéré eut pour conséquence l'avènement d'un régime radical. Encore avant l'entrée en vigueur de la Constitution fédérale de 1848 qui transforma la Confédération en un Etat fédéral, une nouvelle constitution cantonale fut mise en vigueur.

Elle accentua la centralisation — qui était dans la ligne des vainqueurs du Sonderbund — par la diminution des compétences des conseils de district.

Le référendum, qui rappelait trop le passé, fut supprimé. A sa place, on ne trouve qu'un droit populaire bien plus restreint : l'initiative pour la revision de la constitution.

Le nombre des conseillers d'Etat fut porté à sept.

5. *Les conservateurs reprennent le pouvoir*

Les élections pour la législature suivante eurent lieu dans une atmosphère redevenue normale. Elles ramenèrent les conservateurs au pouvoir. Leur premier souci était une nouvelle constitution — la quatrième en treize ans ! — plus conforme aux conceptions de la majeure partie du peuple valaisan.

Cette constitution de 1852 élargit les droits populaires en introduisant le référendum obligatoire en matière de taux d'impôt. Ce référendum est toutefois très différent du référendum historique, car il n'est pas exercé par les dizains et communes, mais par le vote individuel des citoyens.

Le nombre des conseillers d'Etat est ramené à cinq et n'a pas été modifié depuis lors, bien que la question d'une augmentation reste posée et devienne toujours plus actuelle, à cause des tâches sans cesse accrues de l'exécutif.

Signalons encore la disposition qui prévoyait un concordat avec le Saint-Siège et qui n'eut pas de suite.

Il est d'ailleurs douteux qu'après 1848 un canton soit encore compétent pour conclure une convention internationale : cette compétence appartient désormais à la seule Confédération.

POSTFACE

Plus d'un siècle s'est écoulé depuis que l'Etat fédéral s'est superposé aux cantons. Le Valais s'est de plus en plus assimilé à la moyenne suisse, par ses institutions comme dans d'autres domaines. L'industrialisation qui a fait un bond géant depuis la fin de la dernière guerre et le tourisme de masse sont un autre agent puissant de nivellement. Le Pays perd de plus en plus son originalité pour devenir un canton comme les autres.

Si cette étude contribue à rappeler aux Valaisans leur passé glorieux, les institutions uniques que leurs ancêtres ont su créer et qui assignent à leur pays une place bien plus importante dans l'histoire générale que l'étendue du territoire et le nombre de ses habitants laissent supposer, elle aura atteint son but.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avant-propos	5
 Livre premier : Les Temps anciens	
Introduction	7
 Chapitre I : Romains, Burgondes et Francs	
1. L'époque romaine	8
2. Burgondes et Francs	9
 Chapitre II : La féodalité	
1. Aspect général	9
2. La féodalité en Valais	12
 Livre deuxième : Patria Vallesii	
Chapitre I : La naissance du territoire	
1. La donation de 999	14
2. Droits régaliens et immédieté	16
3. Terres savoyardes et épiscopales	20
4. La formation des territoires	21
 Chapitre II : La transformation des offices	
1. Vidomne et majors	23
2. Les châtelains	24
3. Le bailli	25
 Chapitre III : La Patria Vallesii et son Prince	
1. Le Pays du Valais	26
2. Comte et préfet	26

Chapitre IV : Les communes

1. Le mouvement communal	27
2. Les communes du Valais	28
3. Les dizains	30

Chapitre V : L'Etat corporatif (Ständestaat)

1. Prince et Pays	31
2. La montée des communes	32
3. La disparition de la noblesse	32
4. Le clergé, parent pauvre	33
5. La victoire des dizains	33

Livre troisième : La lutte pour la souveraineté

Introduction	35
------------------------	----

Chapitre I : Des « Consuetudines » de 1435 au « Landrecht » du Cardinal

1. Les « Consuetudines terrae Vallesii » et les Articles de Naters . .	35
2. Walter II Supersaxo	37
3. La Capitulation de Jodoc de Silenen et les Statuts de Pratifori . .	38
4. Mathieu Schiner	39
5. Le « Landfrieden » de 1517	40

Chapitre II : L'enjeu de la lutte pour le pouvoir

1. Caractères communs des statuts	40
2. La faiblesse de la position du Prince	41
3. De quel côté était le bon droit ?	43

Chapitre III : La conquête du Bas-Valais. Le statut des territoires sujets

1. La conquête du Bas-Valais	43
2. Le Patrimoine de Saint-Théodule	44
3. La Caroline	44
4. Le statut du Bas-Valais	45
5. Lötschen et Bas-Châtillon	46

Chapitre IV : Vers de nouvelles luttes

1. Accalmie. Les Statuts de Hildebrand I ^{er} de Riedmatten	47
2. Le protestantisme en Valais	48
3. La lutte s'engage	48

Chapitre V : La fin de l'Etat corporatif

1. La Capitulation de 1613	50
2. Les Dizains l'emportent	51
3. Les arguments des parties	52
4. Influence des doctrines contemporaines	53

Livre quatrième : L'Etat des VII Dizains

Chapitre I : Le système fédéral

- 1. Les détenteurs du pouvoir souverain 55
- 2. Définition du fédéralisme valaisan 56

Chapitre II : La Diète

- 1. Composition 57
- 2. Sessions et séances 57
- 3. Les « Abscheids » 58

Chapitre III : Le référendum

- 1. Son caractère 58
- 2. Le classement du plus 59
- 3. Le vote 59

Chapitre IV : Les chefs des Patriotes

- 1. Le grand bailli 60
- 2. Le secrétaire d'Etat 60
- 3. Le patriciat 61

Livre cinquième : Les Temps modernes

Introduction 62

Chapitre I : La fin de l'Ancien Régime

- 1. Les prodromes 63
- 2. L'écroulement 64

Chapitre II : L'Helvétique

- 1. La Constitution de 1798 64
- 2. La réunion à la République helvétique 65
- 3. La stratégie intervient 65
- 4. Vers la République 66

Chapitre III : La République du Valais

- 1. Sa place dans l'histoire du Pays 67
- 2. Les nouveaux principes 68
- 3. Les organes de l'Etat 68
- 4. Dizains et communes 69
- 5. L'annexion à la France 69

Chapitre IV : La Restauration

- 1. République et canton 70
- 2. Les tendances du régime 70
- 3. La Constitution de 1815 71
- 4. Œuvres et carences 71

Chapitre V : La Régénération

1. Le Bas-Valais réclame la R. P.	72
2. La Constitution de 1839	73
3. Fronts nouveaux	74
4. Le Sonderbund et la Constitution de 1848	75
5. Les conservateurs reprennent le pouvoir	75

Postface	76
--------------------	----

Table des matières	77
------------------------------	----